

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Lettre Encyclique sur la crise économique
 Le nationalisme...
 La même chose, mais en pire...
 La chute...
 Les origines de l'Eucharistie
 Moscou!
 Le romantisme
 Vingt leçons sur les Beaux-Arts

S. S. Pie XI
 Jean Dermine
 G. K. Chesterton
 Hilaire Belloc
 Lucien Cerfaux
 Franz de Voghel
 Comte Gonzague de Reynold
 Jean Maxence

Les idées et les faits : Angleterre.

La Semaine

L'appel émouvant du Saint-Père ira au cœur de tous ses fidèles. Puisse-t-il être entendu! Puisse les dévouements accourir en masse, cet hiver, au secours des victimes les plus pitoyables de la crise économique!

Le monde moderne s'est éloigné de Dieu et de son Christ; il a léfié l'homme et élevé des autels au Progrès. Mais après n'avoir pu éviter la plus grande tuerie qu'ait connue l'histoire, voici qu'il va exposer des millions d'êtres humains à la faim et au froid parce qu'il y a trop de blé, trop de riz, trop de café, trop de sucre, trop de coton, trop de pétrole, dans le monde!... *Nisi Dominus edificaverit domum, in vanum laboraverunt qui aedificant eam...*

* * *

Soulignons le passage de l'Encyclique où se trouve dénoncé à course aux armements :

Par ailleurs, étant donné que la course effrénée aux armements, d'une part résultante de la rivalité entre les peuples, et cause, d'autre part, d'énormes dépenses soustraites au bien-être public, n'est pas le moindre coefficient de la crise présente. Nous ne pouvons nous abstenir de renouveler et de faire Nôtre le grave avertissement de Notre prédécesseur, déplorant qu'on ne l'ait pas encore compris, et Nous vous exhortons tous, vénérables Frères, pour que vous vous employiez à éclairer les esprits par tous les moyens de prédication et de presse à votre disposition, et à disposer les cœurs aux requêtes de la droite raison et plus encore de la loi chrétienne.

« Les requêtes de la droite raison et plus encore de la loi chrétienne! » prévaudront-elles à la prochaine conférence du désarmement? Si tous les peuples civilisés voulaient réellement et sincèrement la paix, il semble que « les requêtes de la droite raison » ne seraient pas impossibles à formuler. On s'arme soit pour se défendre contre une attaque possible et pour assurer la sécurité du pays, soit pour réaliser, tôt ou tard, des rêves d'offensive, de conquête, d'impérialisme. La droite raison approuve les armements uniquement pour éviter un mal plus grand; elle réprovoie ceux qui visent à abuser de la force qu'ils donnent. Mais qui jugera de la qualité de ces armements? Où trouver une règle de discrimination? On ne considère les armements que sous l'angle quantitatif, on risque de favoriser l'injustice projetée et de nuire à la cause de l'innocence et du droit. Les Soviets arment; comment conjurer cette menace sans s'armer contre elle? L'Allemagne, que rien et personne ne menaçait, arme! Les Etats-Unis entendent bien exercer dorénavant la maîtrise des mers, hier encore détenue par l'Angleterre...

Et pourtant, si la course aux armements continue, tôt ou tard les armes forgées seront employées à des fins guerrières, sans parler des « énormes dépenses soustraites, entretiens, au bien-être public » et qui sont de l'ordre de 140 milliards de francs belges par an.

La prochaine conférence du désarmement verra ou ne verra

pas prévaloir « les requêtes de la droite raison » selon que l'Allemagne prussifiée y siègera avec une volonté de paix ou une arrière-pensée de revanche. Si elle persiste à vouloir obtenir de la France un désarmement égal à celui auquel elle prétend avoir été réduite par le Traité de Versailles, et à ne comparer que des chiffres et des quantités, la conférence du désarmement échouera et la France aura bien difficile à ne pas faire figure de nation belliqueuse, elle dont le pacifisme imprévoyant d'avant 1914 attira l'invasion comme le gouffre appelle le torrent...

* * *

Ce que nous nous permettons d'appeler le point de vue juridique nous paraît manquer de réalisme. Il est défendu avec clarté, dans les colonnes de la *Libre Belgique*, par un jeune avocat de grand talent, M. Paul Struye. D'après lui la situation actuelle n'est ni saine, ni normale, ni tenable.

Elle n'est pas « tenable » car il est absurde de croire qu'on pourra indéfiniment interdire à de grands peuples, surtout quand l'un d'entre eux est l'une des principales Puissances de l'Europe, d'assurer les besoins de leur sécurité suivant les méthodes que les autres Etats considèrent comme indispensables à la leur.

Mais nous ne croyons pas que la sécurité s'assure de la même manière par chaque Etat, parce que telle sécurité dépend de tels dangers qui la menacent et que ces dangers diffèrent d'Etat à Etat. Imposer des mesures de droit international uniformes à des situations nationales différentes peut conduire, sous les dehors d'un traitement juridique égal, aux traitements les plus différents.

Quant à invoquer les traités de 1919 et le pacte de la S. D. N. qui imposent à tous les Etats une certaine réduction de leurs armements, sous prétexte que, sans cela,

les Allemands les plus pacifiques — ils sont trop peu nombreux à notre gré, mais il y en a — seront en butte aux pires difficultés dans la propagande pour leurs idées et au contraire toute l'Allemagne du nationalisme revancharde trouvera là une matière idéale aux excitations les plus périlleuses.

Il faut donc faire un effort pour concilier les exigences de la sécurité des Etats vainqueurs avec les réclamations des Etats vaincus qui s'appuient sur les engagements solennels et précis,

cela nous semble du « jurisme », et du moins bon. Cela nous semble injuste aussi, car enfin, cette Allemagne que veut favoriser un pareil « jurisme », n'a précisément pas donné l'exemple de la fidélité aux traités. Son potentiel de guerre, cette terrible armée de métier qu'elle a formée en opposition flagrante avec l'esprit du Traité de Versailles, ne témoignent certes pas d'une volonté de paix.

* * *

M. Paul Struye a tort, et grandement tort, de rallier ceux qui prétendent qu'on a gâché la paix. On le dit juriste de grand avenir, il ne témoigne pas d'un jugement politique très informé ni très sûr en ayant l'air de croire qu'il n'eût pas été possible d'abattre la Prusse en 1919 et encore en 1923. Tout de même,

d'autres influences que des influences juridiques ont joué pendant les négociations de Paris en 1919!

L'occasion fut manquée, c'est entendu, et « l'Allemagne est une réalité ». Mais de la *qualité* de cette réalité doivent tenir compte les dispositions juridiques à prendre.

La logique en toutes choses doit toujours finir, un jour ou l'autre, par reprendre ses droits, conclut M. Struys.

La liberté, l'indépendance, la sécurité des peuples ne peut pas être appréciée en deçà et au delà du Rhin suivant des critères contradictoires.

Cette vérité de bon sens n'est peut-être pas toujours agréable à entendre mais il faut avoir le courage d'y revenir... surtout avant qu'il soit trop tard.

Avouons-nous ne pas comprendre cette prétendue vérité de bon sens et ne pas admettre cette soi-disant logique? La liberté, l'indépendance et la sécurité de l'Allemagne sont-elles menacées? Celles de la France le seraient-elles, si cette dernière réduisait demain son armée à des *quantités* proportionnelles à celles de l'armée allemande? Les peuples sont des réalités vivantes et changeantes impossibles à définir par une formule juridique s'appliquant à tous.

* * *

Quelle doit être, dans ces conditions, la politique de demain? demande M. Struys.

D'un désarmement général il n'a jamais été un seul instant question. Mais il faut, selon nous, avoir sans cesse devant les yeux cet objectif précis : lier étroitement la réduction des armements à laquelle le monde aspire, et à laquelle l'Allemagne a droit, à l'établissement d'un contrôle international effectif.

Dira-t-on que c'est là une utopie? Nous n'en croyons rien. D'une part, le contrôle international est une revendication logique et équitable auquel la partie saine de l'Allemagne doit pouvoir se rallier et s'efforcer de rallier l'autre. D'autre part, l'interdépendance économique et financière des peuples permet de penser que l'Etat qui violerait des obligations contractées dans ce domaine à la suite d'un accord général, subirait de la part de la collectivité internationale une pression telle qu'il ne pourrait longtemps poursuivre sa résistance.

Va pour le contrôle international! Mais dans l'état actuel de l'Europe, sa création et son efficacité dépendront de l'Allemagne! Non pas de la partie saine de l'Allemagne, mais de la politique que l'Allemagne pratiquera réellement. C'est de l'attitude de l'Allemagne que dépendra le sort du désarmement (sans parler évidemment du problème russe). L'Europe réduira ses armements si l'Allemagne *prouve* qu'elle veut réellement la paix et une paix durable. L'insistance mise à réclamer le désarmement des autres, alors qu'elle-même étudie de mille manières le traité qu'elle invoque, n'indique pas des intentions très pacifiques.

Mais des formidables dépenses militaires faites par le Reich et dénoncées par tant d'observateurs impartiaux, M. Paul Struys ne souffle mot...

* * *

La place nous a fait défaut, la semaine dernière, pour parler un peu à l'aise d'un article consacré par M. Jules Destrée, dans la « Tribune libre » du *Soir*, au « conflit de la liberté et de l'autorité ». Nous avons signalé, ici, la question posée par M. Destrée à propos de l'encyclique *Quadragesimo anno* : *Pourquoi le Pape constatant qu'en fait il n'y a pas de différence entre ce qu'il appelle le socialisme mitigé et ce que demandent ceux qui veulent vivre selon la loi chrétienne, pourquoi s'emploie-t-il à entretenir entre ces forces une divergence?*

Le comte Carton de Wiart avait répondu dans la même « Tribune libre », alors que M. Destrée ne s'attendait pas à une réponse, « car — dit-il — il n'en est point, je crois, de possible ».

Mais M. Destrée voudrait chercher à définir ce qui le sépare de son contradicteur. Comme point d'entente, il note que l'Eglise et le socialisme sont d'accord contre les mauvais riches et que « certains biens doivent être confiés à la collectivité ». Puis, il écrit ces lignes puériles et dignes vraiment d'un sous-Homais de village;

Avant d'aller plus loin, je demanderai à M. Carton de Wiart de regarder autour de lui, parmi ses coreligionnaires. Ne connaît-il pas de propriétaires catholiques dans des demeures somptueuses et trop grandes pour eux,

indifférents à la misère et à la promiscuité des taudis? Ne connaît-il pas des catholiques qui font de plantureux repas et laissent, non loin de leur porte, des indigents qui meurent de faim, des vieillards sans abri, des femmes en détresse? Ils ne sont pas tous comme cela, je suis le premier à le reconnaître, mais il en est.

Et cela prouve quoi, s. v. pl.? Qu'être catholique ne rend pas parfait? Dame, on s'en doutait un peu... Pas plus qu'être socialiste-collectiviste ne fait partager avec tout le monde ce que l'on possède... N'empêche que ce catholicisme a couvert la Belgique d'œuvres admirables. Ce qui se dépense de dévouement dans les écoles — des milliers et des milliers d'hommes et de femmes consacrant leur vie à instruire et à éduquer les enfants, et cela pour une croûte de pain... —, dans les établissements pour orphelins, dans les hôpitaux, dans les hospices, etc., est inimitable. Et M. Destrée devra bien reconnaître qu'à cette armée d'âmes religieuses qui se sacrifient et qui se donnent totalement au prochain, le socialisme n'a rien à opposer d'approchant...

* * *

J'arrive à cette conclusion — continue notre auteur : Les enseignements de l'Eglise et de saint Thomas d'Aquin sont lettre morte pour un grand nombre de catholiques. Et c'est pourquoi j'ai loué le Pape d'avoir proclamé avec les socialistes, que l'autorité publique avait le droit de contraindre les citoyens qui ne le faisaient pas spontanément, à accomplir leurs devoirs. Cela, le droit de l'Etat à veiller à une meilleure répartition des richesses c'est le fondement même du socialisme.

Le bien commun, voilà ce que nous cherchons les uns et les autres. Si elle apparaît nécessaire, l'intervention du pouvoir peut y pourvoir. D'accord.

Oui, d'accord, mais le problème est ailleurs...

* * *

Mais alors, — demande M. Destrée — pourquoi nous proclamons hérétiques et répudier, pour certains buts également souhaités, nos concours?

Mais on répudie si peu votre concours, Messieurs les socialistes, que pour des « buts également souhaités », on a formé, depuis la guerre, des gouvernements tripartites ou bipartites!

Vous dites, M. Destrée, que M. Carton de Wiart n'a pas répondu à votre question précise : pourquoi le Pape va-t-il jusqu'à déclarer qu'un bon chrétien ne peut pas être socialiste? Et vous ajoutez

Je complète ma question par un apologue : Des voyageurs, en groupe, dispersés, cheminent dans la montagne. A un endroit donné, un gros bloc de rochers obstrue le chemin. Le premier groupe concentre ses efforts pour le pousser hors la route, et s'arrête découragé. Le second groupe, à son tour s'efforce sans résultat. Survient quelqu'un qui dit : « Poussez tous ensemble et soyez maîtres de l'obstacle. » Mais une personne autorisée survient, qui dit : « Je pense, comme vous, qu'il faut écarter cette roche et vous libérer, mais je vous conseille de ne pas travailler de commun accord. » Serait-il raisonnable?

Non, ce ne serait pas raisonnable, et le Saint-Père n'a jamais dit qu'il était défendu aux catholiques de s'entendre parfois avec les socialistes pour écarter, par un effort commun, tel obstacle précis. Rappelez-vous la lettre collective de l'épiscopat belge à propos du ministère dit Poulet-Vandervelde. Le problème n'est pas là et il n'est pas possible que vous ne sentiez pas qu'il n'est pas là. D'ailleurs, vous qui prétendez au début de votre article que n'y a pas de réponse possible à la question : pourquoi le Pape défend-il à ses fidèles d'être socialistes?, vous vous chargez bénévolement de fournir vous-même les éléments de la réponse, ce vous écrivez :

Mais nous approchons du fond de la controverse. En réalité, ce qui nous sépare et nous séparera toujours, c'est que vous vous croyez en possession de la vérité. Qui n'admet pas « votre » vérité est pour vous dans l'erreur et l'erreur n'a pas de droit, comme disait carrément M. Woeste.

Evidemment que nous croyons être en possession du vrai. Oui, voilà bien le fond du débat. Nous savons que le Christ est Dieu et que ses enseignements sont vrais. Que donc ce monde passager, vallée de larmes!, n'existe que pour nous permettre de nous assurer une béatitude éternelle. Et tout ce qui détourne l'homme de cette vocation céleste, tout ce qui s'oppose à cette fin sublime, le catholique doit le condamner, l'éviter et le combattre. Or, le socialisme — même s'il n'était pas anticatholique comme

l'a toujours été, en fait, chez nous — parce qu'il veut tout au moins ignorer la véritable destinée humaine et ne donner comme idéal à ses adeptes que la vie d'ici-bas, ne peut pas ne pas nuire à la conception catholique du monde. Dans la meilleure des hypothèses, il agit comme si le catholicisme n'était pas la vérité suprême et totale. Impossible donc, non pas d'accepter tel point d'un programme socialiste, d'approuver telle revendication, d'appuyer tel effort, mais d'être socialiste, c'est-à-dire d'épouser une philosophie de la vie qui ignore, quand elle ne la combat pas, la vue catholique de l'univers.

* * *

Certains d'être dans la vérité — qui n'est pas *notre* vérité, ce qui est la formule du scepticisme ou du relativisme, — il est tout naturel que celui qui n'admet pas cette vérité soit, pour nous, dans l'erreur. Quant à la formule : l'erreur n'a pas de droit, elle est ambiguë car, seules, les personnes sont sujets de droits. D'autre part, l'erreur ne peut exister que dans des intelligences. Seules les nécessités de la vie en commun et la préoccupation du moindre mal conduisent à la tolérance de l'erreur professée et agissante.

Quand donc M. Destrée écrit : « la liberté vous fait horreur et le libre examen vous semble un Hasphème », il a parfaitement raison. La liberté de rejeter le Christ-Dieu qui nous a rachetés, et le libre examen, c'est-à-dire, non pas l'homme se convainquant de la vérité, mais tout homme déclaré également apte à juger en dernier ressort de toute vérité, oui, cela, pour nous, ce sont de vrais blasphèmes.

* * *

Nous, au contraire, — continue M. Destrée — nous n'avons pas besoin d'invoquer le malheur des temps pour nous excuser des concessions à l'erreur. Nous admettons que les croyants et les incroyants ont tous des droits, et des droits égaux, que le pauvre religieux et le pauvre non religieux ont le droit, le premier de pratiquer son culte et d'en dire du bien, le second de ne pas le pratiquer et d'en dire du mal. Liberté d'opinion égale, et égal aussi le droit au bien-être, celui de trouver du travail, de se nourrir et de nourrir les siens, de se vêtir et de se loger. Ce droit, nous le réclamons pour tous, et je crois cette prétention très près, encore une fois, de la doctrine chrétienne, qui veut que tous les hommes soient les fils de Dieu.

Et voilà l'essence du problème : les catholiques sont autoritaires, les socialistes libertaires.

Quelle confusion sous une apparence de clarté et de limpidité!

Mais nous aussi nous faisons des concessions à l'erreur! Non pas que l'erreur soit respectable, mais parce qu'il faut vivre en commun avec ceux qui se trompent. Et nous défions bien M. Destrée de donner, lui aussi, une autre base à sa tolérance, à moins de supprimer le mot *erreur*, et de prétendre que rien n'étant vrai, rien non plus n'est faux...

Nous aussi, et bien plus que le socialisme, nous réclamons pour les frères du Christ et les fils d'un seul et même Père, le droit égal au bien-être, celui de trouver du travail, de se nourrir et de nourrir les siens, de se vêtir et de se loger...

Mais la conclusion de M. Destrée : les catholiques sont autoritaires, les socialistes libertaires, n'a guère de rapport avec tout cela. Qu'est-ce qu'un autoritaire et qu'est-ce qu'un libertaire? Toute société requiert un minimum d'autorité et un minimum de liberté. Et on est toujours l'autoritaire ou le libertaire de quelqu'un. Question de dosage et de degré.

* * *

Pourquoi donc un catholique ne peut être socialiste? Parce que le socialisme se trompe sur l'homme. Voilà, M. Destrée, la vraie réponse. Qui n'admet pas la création, l'élévation à l'ordre surnaturel, la chute, la Rédemption, l'Église militante, souffrante et triomphante, ne comprend *rien* à l'homme et à sa destinée. Le socialisme prenant l'homme tout entier — et les hommes simples, les ouvriers, les intelligences les moins capables de distinguer les plans et de faire la part des choses — il prend tout l'homme sans se soucier le moins du monde de cette destinée-là, but de toute existence humaine. En fait, le socialisme a toujours déchristianisé. Impossible donc, pour un catholique, d'accepter une doctrine qui prétend assurer le bonheur de la classe ouvrière, et par elle

de l'humanité, sans reconnaître pour vraie la seule doctrine capable de conduire cette humanité à la fin pour laquelle elle fut créée. Le socialisme ne fait que cela : *ignorer* le catholicisme, qu'un catholique ne pourrait être socialiste. Chez nous, hélas!, il l'ignore si peu qu'il fut et qu'il reste, le grand facteur de déchristianisation des masses ouvrières.

* * *

Pouvoir échanger nos idées au grand jour, comme nous le faisons librement dans cette Tribune libre, dites, n'est-ce pas très supérieur à la presse qui n'agit que par ordre du gouvernement? demande M. Destrée à son contradicteur. Non, une tribune libre où la vérité et l'erreur sont admises sur un pied d'égalité est une peste. Cette peste peut être supérieure parfois à « la presse qui n'agit que par ordre du gouvernement », comme en Russie par exemple, mais il ne s'agit pas de cela. Une pareille tribune libre où se débattent, et devant tout le monde, non seulement des questions vraiment libres et laissées aux libres discussions des hommes, mais les plus hauts problèmes qui intéressent l'humanité, postule que les centaines de milliers de lecteurs qui la lisent sont capables de discerner, de peser le pour et le contre et de juger légitimement. Erreur sur l'homme, encore une fois, que l'on croit bon par nature. Or l'homme est un être déchu, atteint dans ses facultés. De plus, l'immense majorité des hommes n'ont reçu aucune préparation, aucune formation, pour juger des problèmes agités devant eux. La démocratie en faisant tout le monde également juge de tout, a complètement faussé l'intelligence contemporaine. Tout le monde s'estime apte à tout comprendre et croit qu'il peut n'admettre que ce qui lui paraît démontré. Moralité : jamais encore le bourrage de crâne n'a sévi aussi intensément qu'en notre siècle de Lumières.

Rendons à la « Tribune libre » du *Soir* cet hommage que, pratiquement, elle est, certes, bien moins nocive qu'elle pourrait l'être. Elle n'est, fort heureusement, pas tout à fait libre. Félicitons-la de cet illogisme pratique et souhaitons-lui de limiter, autant que possible, le danger qu'elle constitue en ne permettant pas qu'y soit mises en question, devant ses innombrables lecteurs, les vérités religieuses et morales qui ont fait la grandeur de la Belgique dans le passé, et qui forment toujours l'âme même de nos traditions nationales.

* * *

M. Destrée avait mis en exergue à son article ces lignes :

Quand nous sommes les maîtres, nous vous refusons la liberté au nom de nos principes; quand nous sommes minorité, nous la réclamons au nom des vôtres.

UN ECRIVAIN CATHOLIQUE.

Phrase attribuée à Louis Veuillot, mais qui se défendit de l'avoir jamais écrite. Nous sommes d'ailleurs prêt à la signer à condition de bien s'entendre sur les mots. Qu'il soit d'abord entendu qu'il ne s'agit ici que de la liberté, non pas d'opinion (elle ne relève que du for intérieur), mais de la liberté de professer et de militer pour des convictions philosophiques et religieuses. Oui, maîtres, les catholiques refuseraient à l'erreur anticatholique, — en témoignant d'ailleurs la plus grande charité à ceux qui la partagent —, au nom des droits de la vérité, la liberté de s'afficher et de corrompre les esprits, *mais seulement dans la mesure où une pareille interdiction ne provoquerait pas un mal plus grand que celui de l'erreur tolérée et militante*. Minorité, les catholiques réclament évidemment la liberté, non seulement parce qu'ils sont dépositaires de la Vérité, argument qui n'a évidemment aucune prise sur une majorité anticatholique, mais au nom des principes libéraux de cette majorité. Logiquement, les partisans de la liberté pour tout et pour tous, sont tenus d'accorder la liberté, même à ceux qui professent que ce libéralisme est une aberration.

Et il n'est pas inutile de faire remarquer qu'en fait, malgré les plus belles professions de tolérance et les plus beaux couplets à la Liberté (avec un grand L), le libéralisme n'a cessé de persécuter

le catholicisme parce que, *en fait*, il ne fut inventé que pour nuire à l'Eglise. Prenons les deux pays dont la réputation libérale est solidement établie : l'Angleterre et les Etats-Unis. Oui ou non, toute la vie officielle anglaise est-elle toujours profondément anticatholique ? Et dernièrement encore, un Américain nous assurait que les Etats-Unis officiels — Washington — sont très hostiles au catholicisme.

* * *

Dans les dernières « Notes sociales » qu'il a données à *Figaro*, M. Paul Bourget écrit :

Il y a aujourd'hui la leçon de l'Espagne, en train de se débattre autour du plus insoluble des problèmes, celui d'une Constitution à créer de toutes pièces pour un vieux pays.

C'est de la Révolution française que paraît dater cette croyance qu'il est possible d'instaurer un régime entièrement nouveau dans un Etat qui ramasse en lui l'héritage d'un long passé.

Les incohérents débats du Parlement de Madrid attestent trop que les leçons de politique les plus évidentes ne sont reçues ni par les peuples, ni par ceux qui les dirigent.

Les législateurs de *tra los montes* n'expédieront certes pas au Roi exilé un message qui lui demande de revenir dans un pays fait par la monarchie et pour la monarchie, que ce retour sauverait de la décomposition qui le menace. Ces constructeurs chimériques préféreront dresser les plans d'un édifice destiné à s'écrouler sur ses maçons et ses architectes, comme toutes les bâtisses de ce type.

Et l'écroulement est d'autant plus certain que les réformateurs espagnols brûlent les étapes. Les Cortès ont accordé de droit de vote aux femmes comme aux hommes. Voilà, qui précipitera encore l'anarchie et le chaos...

* * *

On a pu lire dans la presse quotidienne les conclusions adoptées dans la récente réunion annuelle de l'*Union internationale d'Etudes sociales*, fondée en 1920 par le cardinal Mercier. Le premier des buts proposés aux catholiques, en conformité avec les enseignements de l'encyclique *Quadragesimo anno*, est formulé comme suit :

Aider la classe ouvrière à sortir du prolétariat, c'est-à-dire de l'état d'incertitude presque continu où elle se trouve en face des aléas de la vie, des risques et des surprises du sort; ce but sera atteint par une accession plus étendue et plus rapide à la propriété et une participation proportionnée à l'aisance générale et à la culture. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'agissent depuis de longues années, de nombreuses associations, soit de construction d'habitations ouvrières soit d'instruction et d'éducation populaires, soit d'actionnariat ouvrier, etc. Le développement des assurances sociales tend au même résultat.

Voilà très exactement ce qui a manqué à l'Angleterre, nation où les abus du régime capitaliste ont fleuri plus que partout ailleurs, pays le plus prolétarien qu'il y ait au monde. Chez nous, même le socialisme a grandement aidé la classe ouvrière à sortir du prolétariat et, ce faisant, il se suicidait ! Car la petite propriété, c'est la petite bourgeoisie, c'est la mort de l'esprit révolutionnaire et c'est aussi le démenti, par les faits, infligé aux théories marxistes.

* * *

De la manifestation de Hasselt, disons seulement qu'elle fut une grande maladresse. Organiser en ce moment de pareilles démonstrations, qui revêtent, qu'on le veuille ou non, un caractère antiflamand, c'est apporter de l'eau au moulin extrémiste. Avoir l'air de crier *Vive la Belgique*, de chanter la *Brabançonne*, d'agiter les couleurs nationales en Flandre, CONTRE des Flamands, c'est susciter des réactions en apparence antibelges. La *Brabançonne* n'est sifflée, le drapeau belge n'est insulté, que parce que de maladroits patriotes les ont compromis dans des luttes intestines qu'ils n'eussent dû cesser de dominer. Il suffit de rappeler l'imposant cortège qui se déroula dans les rues de la capitale, en 1923, aux accents de multiples *Brabançones*, et en promenant d'innombrables drapeaux belges, pour protester contre Gand-flamand ! Celui qui ne comprend pas cela ne comprend rien à la situation en pays flamand. Et ils sont légion ! Le directeur de l'*Etoile belge* mérite d'être donné en exemple de cette incompréhension totale.

Ainsi donc — écrit-il à propos de Hasselt — le frontisme gagne chaque jour en violence et en audace. Il y est encouragé, il faut le dire, par les excitations continuées d'une presse immonde qui verse dans les âmes grossières le poison de ses mensonges et de ses infamies. Il y est poussé aussi par la veulerie des pouvoirs publics qui ne réagissent pas devant cette propagande scélérate.

Si la police et la gendarmerie ont fait leur devoir et ont permis à la manifestation patriotique d'hier de se dérouler avec ampleur, le gouvernement n'en a pas moins fait preuve d'un fâcheux manque d'énergie. Certains concours ont été refusés sans raison sérieuse à ceux qui pourtant sont les plus fermes soutiens de l'ordre, à ceux-là mêmes qui constituent le plus solide rempart de l'unité belge. En agissant ainsi, le gouvernement a fâcheusement encouragé l'hostilité des nationalistes flamands dont l'audace n'est faite que de la crainte qu'ils croient inspirer.

Qu'on y prenne garde ! Plus que jamais il devient urgent de modifier des méthodes qui risquent de créer dans le pays une atmosphère de guerre civile. Si l'on ne se décide pas à sévir contre les ennemis de la patrie, à réprimer les atteintes au drapeau national, à punir les propagandes nettement antibelges, il ne restera plus aux citoyens qui réprouvent ces attaques scélérates qu'à faire leur police eux-mêmes et à prendre pour cela toutes les précautions nécessaires.

Oui, il est urgent de modifier les méthodes ! Mais l'*Etoile belge* fait plus de tort à la Patrie que le plus extrémiste des frontistes. Elle fait plus de propagande antibelge que le plus antibelge des nationalistes. En allant manifester à Hasselt, ceux que l'*Etoile belge* appelle soutiens de l'ordre et rempart de l'unité belge, faisaient œuvre de discorde et nuisaient à cette unité belge qu'ils acclamaient. Si on persiste à qualifier de patriotisme les sentiments antiflamands de tant de bons patriotes belges, ces bons patriotes conduiront la Patrie au tombeau...

Hasselt fut une manœuvre fransquillonne et libérale faite à la faveur de l'équivoque créée par l'étiquette : Journée belge. Quelques journées pareilles et toute la Flandre se réveillerait nationaliste !

* * *

Combien de manifestants y eut-il dimanche dernier dans le chef-lieu du Limbourg ? 35,000 disent les journaux libéraux... 15,000 écrit la *Nation belge*... 3,000 d'après le *Laatste Nieuws*... à peine 2,000 d'après le *Standaard* !...

O beautés de l'information journalistique contemporaine !... Passion linguistique, voilà bien tes méfaits !

* * *

A propos de ce que nous écrivions ici le 28 septembre dernier, un collaborateur du *Standaard* nous explique, très aimablement d'ailleurs, que nos appréhensions sur la mentalité d'une grande partie de la jeunesse catholique flamande seraient injustifiées. Nous ne demandons qu'à le croire et que cette chère jeunesse est tout à fait comme elle doit être, mais... !

Nous reviendrons bientôt sur cette grave question. En attendant, un *fait*, et rien ne vaut la démonstration par le *fait*, nous donnera, ces jours-ci, une indication précieuse sur la mentalité de la jeunesse flamande. L'Université de Gand va rouvrir ses portes le 13 octobre. Combien de jeunes catholiques flamands s'y feront-ils inscrire en première année, malgré le cri d'alarme poussé par l'évêque de Gand... ?

* * *

Dans le très éloquent discours que prononça M. Segers à la cinquante-huitième session de la *Fédération des Associations et Cercles catholiques*, l'honorable ministre d'Etat s'écria :

Jeunes gens, songez-y bien, vous n'aurez jamais que les chefs que vous méritez. Si vous en formiez davantage, vous en auriez sans doute de meilleurs. Ah, je sais, la politique, faite aujourd'hui de prudence, d'atermoiements, de concessions nécessaires en cette ère de coalition, répugne parfois à vos tempéraments généreux... ou pratiques. Prenez-y garde. Le pays est malade. Ce n'est que par la politique que nous sauverons le pays. L'Eglise n'est pas à l'abri des attaques. C'est par la politique et ce n'est que par elle que nous empêcherons que l'on ruine les institutions les plus sacrées de l'Eglise.

Oui, c'est par la politique, et ce n'est que par elle que nous empêcherons que l'on porte à l'Eglise, chez nous, des coups mortels. Et voilà pourquoi, malgré toutes les divisions sur les problèmes linguistiques et sociaux, il faut absolument que les catholiques — électeurs et élus — restent unis dans un parti catholique puissant, seule garantie, en Belgique, contre une persécution religieuse, ouverte ou sournoise, toujours menaçante.

Lettre Encyclique sur la crise économique

Aux Vénérables Frères les Patriarches, Primats, Archevêques, Evêques et autres Ordinaires en paix et communion avec le Siège pontifical.

PIE XI, Pape.

Un nouveau fléau menace et même frappe déjà en grande partie le troupeau qui Nous est confié, et avec plus de dureté encore cette portion plus tendre et plus vivement aimée que forment les enfants, la classe ouvrière, les travailleurs, tous ceux qui esognent et qui peinent.

Nous entendons parler de la si grave crise financière qui pèse sur les peuples et accentue en tous pays les épouvantables progrès du chômage. C'est ainsi qu'une telle multitude d'honnêtes et excellents travailleurs, qui ne demandent rien d'autre que de gagner honorablement leur pain quotidien, que le divin commandement leur fait solliciter chaque jour du Père céleste, se voient réduits, avec leurs familles, à une extrême indigence. Leurs plaintes ont ému Notre cœur paternel et Nous font répéter, avec la même adresse de commisération, la parole qui sortit du Cœur très aimé du divin Maître, en présence de la foule languissant de faim : *Misereor super turbam*.

Mais notre commisération se fait plus vive encore, considérant cette multitude de petits enfants, victimes les plus innocentes et ce si triste état de choses, et qui « demandent du pain, alors que personne ne le leur rompt ». Dans cette ambiance de misère, ils voient s'évanouir cette joie et ce sourire que leur âme ingénue cherche inconsciemment autour d'eux.

Or, voici, que l'hiver approche, avec ce cortège de souffrances et de privations que la froide saison apporte aux pauvres gens, et spécialement à l'enfance si tendre. Il y a tout lieu de redouter que la plaie du chômage, dont Nous parlions, n'aille s'aggravant, au point que l'indigence de tant de familles déjà si malheureuses et de leurs enfants abandonnés les pousse — ce qu'à Dieu ne plaise! — à l'exaspération. C'est tout cela qu'envisage avec anxiété Notre cœur de Père. Aussi, comme l'ont fait déjà en de pareilles occasions Nos prédécesseurs et naguère encore Notre immédiat prédécesseur Benoît XV, de sainte mémoire, Nous élevons la voix et adressons Notre appel à tous ceux qui ont le sens de la foi et de la charité chrétienne, comme pour une croisade de charité et de secours, qui, tout en soulageant les corps et en réconfortant les âmes, fera renaître une confiance sereine, dissipera les troubles et les sentiments que la misère engendre, éteindra le feu de la haine et les passions pour le remplacer par les ardeurs de l'amour et de la concorde et par le lien plus noble et plus strict de la paix, et de la prospérité individuelle et sociale.

C'est donc une croisade de piété et d'amour et sans doute aussi de sacrifices, à laquelle Nous convions tous les uns d'un même cœur, membres d'une seule et grande famille, qui est la famille même de Dieu, et tous participant, comme des frères, à la prospérité et à la joie, ainsi qu'à l'adversité et aux douleurs communes. Cette croisade, Nous les convions tous comme à un devoir sacré. C'est d'ailleurs un commandement formel de la loi évangélique que Jésus a proclamé comme le précepte primordial, résumé en synthèse de tous les autres, celui de la charité, que Notre très vénéré prédécesseur, en des jours de haines et de guerres implacables, a inculqué si fortement et à tant de reprises, jusqu'à en faire la marque de son pontificat.

Aujourd'hui, Nous attirons aussi spécialement l'attention sur ce très doux précepte, non seulement en tant que devoir suprême et comprenant toute la loi évangélique, mais comme le sublime idéal proposé très particulièrement aux âmes plus généreuses et plus désireuses de perfection chrétienne. Et Nous ne croyons pas devoir insister beaucoup, tant il est clair que seules cette générosité des cœurs, cette ferveur des âmes chrétiennes, avec leur élan de dévouement et de sacrifices pour le salut de leurs frères, de ceux surtout qui sont le plus dignes de compassion, comme cette foule innocente de petits enfants, réussiront, par un effort de concorde unanime, à surmonter les graves difficultés de l'heure présente.

Par ailleurs, étant donné que la course effrénée aux armements d'une part résultante de la rivalité entre les peuples, et cause, d'autre part, d'énormes dépenses soustraites au bien-être public, n'est pas le moindre coefficient de la crise présente, Nous ne pouvons nous abstenir de renouveler et de faire Nôtre le grave avertissement de Notre prédécesseur, déplorant qu'on ne l'ait pas encore compris, et Nous vous exhortons tous, vénérables Frères, pour que vous vous employiez à éclairer les esprits par tous les moyens de prédication et de presse à votre disposition, et à disposer les cœurs aux requêtes de la droite raison et plus encore de la loi chrétienne.

Il Nous plaît de penser que chacun de vous sera le rendez-vous de la charité et de la générosité de vos fidèles, en même temps que le centre de distribution des secours qu'ils auront apportés. Et si c'était plus opportun en quelque diocèse, Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que vous vous unissiez à vos métropolitains respectifs ou encore à quelque institution charitable, d'efficacité éprouvée et jouissant de votre confiance.

Déjà Nous vous avons invités à user de tous les moyens en votre pouvoir, la prière, la prédication, la presse, mais Nous voulons aussi être les premiers à Nous adresser à vos fidèles pour les engager *in visceribus Christi*, à répondre avec une généreuse charité, à votre appel, en mettant en pratique, les industries que Notre Lettre Apostolique vous aura suggérées.

Mais, parce que les seuls efforts humains sont insuffisants si la grâce de Dieu ne leur vient en secours, élevons tous les ferventes prières à l'Auteur de tout bien pour que, dans son infinie miséricorde, il abrège cette période de tribulations. Et, à l'intention de nos frères qui souffrent, répétons avec plus d'intensité que jamais la prière que Jésus lui-même nous a enseignée : *Panem nostrum quotidianum da nobis hodie*.

Que tous se rappellent, comme gage d'émulation et de réconfort, que le divin Rédempteur retiendra, comme fait à lui-même ce que nous aurons fait pour ses pauvres (Matth. XXV, 40), et que, selon une autre parole consolante, venir en aide aux enfants par amour pour lui, c'est avoir autant d'égards à sa propre personne (Matth., XVIII, 5).

Enfin, la fête que l'Eglise célèbre aujourd'hui Nous rappelle, comme pour conclure Nos exhortations, les émouvantes paroles de Jésus, qui, après avoir élevé, selon le mot de saint Chrysostome, d'inepugnables remparts autour de l'âme des enfants ajoutait : « Gardez-vous bien de mépriser l'un de ces petits, car je vous le dis, leurs anges voient sans cesse la face de mon Père, qui est dans les cieux » (Matth., XVIII, 10). Ce seront précisément ces anges qui, dans le ciel, présenteront au Seigneur les actes de charité accomplis par des cœurs généreux envers les enfants, et qui, à

leur tour, obtiendront les plus abondantes bénédictions pour ceux qui auront pris à cœur une cause si sainte.

En outre, à l'approche de la fête annuelle du Christ-Roi, dont Nous avons auguré le règne et la paix dès le début de Notre pontificat, il Nous semble grandement opportun, pour bien préparer cette fête, de faire dans les églises paroissiales de solennels tridiums, implorant de Dieu des pensées de paix et les dons célestes, en gage desquels Nous vous envoyons à vous, Vénérables Frères, et à tous ceux qui répondront à Notre paternel appel, la Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 2 octobre, fête des Saints Anges gardiens, en l'année 1931, dixième de Notre pontificat.

PIE XI, PAPE.

Le nationalisme ⁽¹⁾

L'universalité et la complexité de la crise nationaliste

Le nationalisme est un de ces mots qui, dans le vocabulaire moderne, jouissent du privilège d'exciter les passions dans la mesure où leur sens est plus imprécis et moins définissable; il est gonflé de mystique, il évoque des aspirations à la fois très confuses et très profondes, éminemment estimables, comme tout ce qui est humain, mais dangereuses par leur caractère instinctif, et donc spontanément aveugle et violent, qui leur rend particulièrement odieux le contrôle de la raison et les prescriptions de la morale.

Ces aspirations, ces passions ont passé comme une tourmente sur le monde contemporain, elles l'ont bouleversé, elles ont tracé en lui un sillon sanglant : la grande guerre leur est imputable pour une bonne part, elles l'ont provoquée et elle les a, à son tour, attisées, à tel point que la paix qui prétendait pourtant apporter à tous les nationalismes leur juste satisfaction, semble bien avoir surtout réussi à les multiplier, à les rendre plus inquiets, plus agressifs et plus exigeants que jamais. Il n'est, je crois, à peu près aucun peuple au monde qui soit exempt de cette fièvre. En Allemagne, le nationalisme impérial, dont la devise célèbre : *Deutschland über alles* a projeté des rayons de sang sur le monde, s'est mué en un mouvement plus violent peut-être encore, dont le parti national-socialiste est l'incarnation et Hitler le chef. En Autriche, les aspirations des nationalistes se traduisent, d'une part, dans la politique de l'Anschluss; d'autre part, sous la forme du violent mouvement de réaction des « Heimwehren », plus ou moins modelé sur le fascisme et dirigé contre la formidable puissance de la social-démocratie. La Hongrie, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui traduit une des formes du nationalisme, réclame en vain depuis le traité de Trianon, son roi en exil et proteste contre l'annexion de trois millions de Magyars aux pays voisins.

En Yougoslavie et en Tchécoslovaquie, créées pourtant sur la base du principe des nationalités, des nationalismes violents, de caractère à la fois ethnique et religieux, opposent les uns aux autres Croates, Slovènes et Serbes, Slovaques, Polonais, Hongrois et Tchèques, catholiques, orthodoxes et musulmans.

En Roumanie, d'importantes minorités ethniques : Saxons, Magyars ou Juifs, opposent à l'Etat roumain leur « irrédentisme ».

En Pologne, la main de fer du maréchal Pilsudsky poursuit une politique rigoureusement nationaliste, tandis que des minorités nationales très turbulentes, Allemands, Russes, Ukrainiens, Lithuaniens et Juifs entretiennent, sous le couvert des privilèges qui leur sont garantis par la Société des Nations, un déséquilibre profond dans l'Etat.

Le nationalisme grec se remet avec peine de la sanglante leçon qu'en 1922 lui infligèrent les troupes de Mustapha Kemal.

En Turquie, les forces de l'ancien empire ottoman, disloquées par la défaite et par la pression des nationalités assujetties : Syrie, Arménie, Liban, Arabie, Mésopotamie, Palestine, se réorganisent à Angora et sont galvanisées par un nationalisme audacieux et actif.

(1) Conférence faite à la réunion des anciens élèves du séminaire de Bonne-Espérance, le 10 septembre 1931.

En Russie, le nationalisme des Soviets prend un caractère impérialiste menaçant pour l'Europe et pour l'Asie, tandis que sur tout le territoire de l'ancien empire du Tsar, il prétend resusciter les vieilles nationalités et rendre à celles-ci, par le communisme, un regain de vie. Cette politique, extrêmement adroite qui met les passions nationalistes au service de la propagande bolchéviste, prétend fournir, on le sait, de solides assises à l'Etat des Soviets qui se pose comme une fédération des nationalités.

L'anarchie qui déchire la Chine est provoquée par les tâtonnements et les expériences d'un peuple immense qui, progressivement prend conscience de lui-même et dont les aspirations nationalistes sont indignement exploitées par des généraux ambitieux.

Aux Indes, le mouvement nationaliste revêt l'allure grandiose d'une épopée, sous l'ardente impulsion de Gandhi, cet homme étrange et presque désincarné, esprit politique très avisé et âme profondément mystique, qui, sans autre arme que la violence de doux, fait craquer l'armature britannique et ébranle les bases de l'empire.

En Amérique, la politique du Nouveau Monde est dominée par la célèbre doctrine de Monroë qui traduit le nationalisme impérialiste des Etats-Unis.

Repasant en Europe pour boucler notre Tour du Monde, nous voyons la nouvelle République d'Irlande achevant péniblement sa crise de croissance politique et s'efforçant de mettre de l'ordre dans le mouvement de nationalisme exaspéré dont elle est née et dont elle est menacée de mourir : le « Sinn Fein ». L'Espagne la plus jeune des républiques d'Europe s'applique à la solution du problème posé par le nationalisme catalan.

L'Italie, dont l'âme nationale semble s'être incarnée dans la personne de Mussolini, représente, sous la forme à la fois exaltée et réaliste du fascisme, le nationalisme à l'état pur.

Plus près de nous, la France a, par la politique centralisatrice et laïciste de son gouvernement, déclanché dans le peuple alsacien et lorrain, une poussée de nationalisme autonomiste et, d'autre part, sous le nom de nationalisme intégral, le parti de l'école d'Action française poursuit, avec autant d'âpreté qu'd'insuccès, la restauration de la monarchie.

Enfin, rentrant en Belgique d'où nous sommes partis, nous voyons notre chère patrie menacée mortellement par la terrible crise du nationalisme flamand!

Cette rapide excursion à travers le monde, en nous manifestant le caractère universel du nationalisme, nous en laisse aussi entrevoir toute la complexité; chaque mouvement nationaliste est formé d'un certain nombre de faits, de sentiments et d'idées qui s'allient entre eux à des doses variables, lui donnent une note éminemment originale. Il n'y a pas un nationalisme, il y a de nombreux nationalismes. Et, cependant, malgré ces irréductibles différences tous ces nationalismes reposent, nous semble-t-il, sur un certain fond commun qui autorise un effort de synthèse, dans le but de les définir en fonction de quelques principes dominants. C'est cet effort que nous nous appliquerons, dans les considérations qui vont suivre; elles nous permettront, nous en avons l'espoir, de dégager d'abord le nationalisme des nuées sous lesquelles il se voile, puis de porter sur lui un jugement moral ferme, susceptible de tracer, avec quelque netteté, des règles de conduite sûres à nos consciences chrétiennes.

La constitution des nationalités et des nations

Le mot « nationalisme » qu'il s'agit donc de définir, ne peut lui-même être bien compris sans la définition des mots « nation » et « nationalité », auxquels il est relatif. Or, si nous consultons les philosophes ou juristes qui se sont appliqués à ce travail toujours ingrat qui est celui d'une définition, nous trouvons, parmi eux de grandes divergences et beaucoup de confusions, dans lesquelles nous allons nous efforcer de mettre un peu de lumière en rappelant quelques vérités élémentaires.

Ces vérités, c'est l'observation de la nature humaine qui nous l'a fournies, en nous manifestant ses exigences sociales et en expliquant, en conséquence, la formation des nations.

Qu'est-ce, en effet, que l'homme pris isolément? une infinité de besoins et d'appétits, qui n'a d'égal que son indigence : c'est une misère incarnée. Que peut-il devenir par l'association avec ses semblables? Une aspiration vivante, sans cesse progressant dans le bien-être et la satisfaction de ses légitimes appétits, et trouvant dans ses œuvres, un point d'appui pour s'élever plus haut encore. Chaque homme, même, — et je dirai plutôt surtout — le plus

riche, est, sous quelque aspect, un indigent, un mendiant à l'égard de son prochain, et celui-ci, à son tour en lui rendant service, se trouve à d'autres égards, dépendant de son obligé, qui devient, par un juste renversement des choses, son bienfaiteur. Telle est la loi profonde de la vie et de l'ordre social, que l'apôtre saint Paul formulait déjà dans ces simples paroles : *Vestra abundantia illorum indigentia suppleat*. « Que votre abondance supplée à l'indigence des autres ».

Aussi, en tout domaine, le progrès humain se trouve-t-il être le fruit de l'association des individus et de leur collaboration bien ordonnée, en vue de réaliser le bien commun : c'est par la dépendance mutuelle et nécessaire, en même temps que par l'entraide de ses membres, que le genre humain doit s'élever peu à peu à la conscience de son unité morale et à la pratique d'une intime fraternité. Telle est la véritable solidarité humaine, qui se fonde sur l'union des vivants, entre eux, et avec les morts. Car le progrès n'est pas seulement le produit de la collaboration des vivants, il est le fruit des générations qui se succèdent en se passant, les unes aux autres, le flambeau de la vie rendu toujours plus brillant par l'appoint qu'apportent les fils au labeur de leurs pères. Il se forme ainsi un capital de traditions résultant d'une activité déployée dans tous les domaines qui sollicitent l'esprit d'initiative de l'homme. C'est en le gardant, puis en le faisant fructifier, pour le passer ensuite à leurs héritiers, que les générations constituent entre elles une unité non seulement physique, mais morale, dans laquelle les morts entrent pour une part plus grande encore que les vivants.

Et c'est ce qui explique la constitution des nations. Car cette loi de la solidarité dans l'entraide sociale ne peut aboutir, sans intermédiaire, à donner au genre humain, la conscience de son unité. Elle provoque d'abord la création de groupes restreints qui semblent resserrer dans leurs frontières toute la vie sociale de leurs membres, car le groupe suffit à tous les besoins, eux-mêmes, élémentaires, et les services intérieurs qui s'y échantent suffisent, à leur tour, à procurer le bien commun. Mais, ces groupes, pressés par les besoins qui s'accroissent avec la civilisation, entrent eux-mêmes en relations avec des groupes voisins et il doit en résulter normalement, à moins que les hommes n'y opposent l'obstacle de leurs particularismes irréductibles et de leurs instincts belliqueux, une expansion, un déploiement de la vie sociale, jusqu'à ce que les échanges de services de plus en plus fréquents, et les devoirs de collaboration de plus en plus stricts, resserrent entre les collectivités particulières les relations mutuelles, et les élèvent à la conscience d'une unité plus vaste, finissant par englober l'humanité tout entière.

Ces collectivités particulières, assises et traits d'union d'une collectivité plus vaste et vraiment universelle, ce sont les *nations* dont tous les membres se trouvent être rattachés les uns aux autres, par la soumission à un gouvernement commun, ainsi que par la conscience d'une unité morale, créée par de profondes affinités mutuelles et à son tour créatrice d'une étroite solidarité.

De quoi sont faites ces affinités ? D'un grand nombre d'éléments qui s'allient entre eux à des degrés et en nombre très variables, et d'où résultent des ensembles toujours très riches et très beaux, mais aussi très divers. Ces éléments, c'est la nature même qui les fournit et les combine selon le cours toujours imprévisible et apparemment capricieux des événements. Ils sont faits de tout ce dont est fait l'homme lui-même, son corps et son âme, avec les multiples activités qui traduisent, mettent en valeur ses ressources intimes, et, nouant autant de liens avec ses semblables, prennent peu à peu une forme collective, créent un milieu, une « atmosphère » sociale, dont chaque individu, dans sa physionomie physique ou spirituelle, reçoit l'empreinte.

Citons les *beaux-arts*, qui donnent une marque sensible au génie d'un peuple et sous la forme spécialement de l'architecture, enracinent dans le sol et incarnent dans la pierre l'élan de ses aspirations intérieures et la loi de son invisible beauté ; la *religion*, dans laquelle le peuple cherche le levier qui le fait monter au-dessus de lui-même, le levain d'immortalité qui lui permet de se survivre à lui-même, le trait d'union mystique qui le rattache à ses morts, par-delà les barrières du tombeau ; car la religion est un des agents les plus efficaces de la formation d'une âme « collective », en replaçant les esprits et les cœurs au centre de leur unité : en face de l'Amour infini qui soulage, reconforte, relève, soutient, stimule, transporte les âmes dans l'invisible présence dont on prend

plus intimement conscience à l'occasion des grands événements de la vie publique.

On sait aussi le rôle de tout premier plan joué par la *langue* dont la formation et le développement des communautés nationales, parce qu'elle permet à chacun de traduire au dehors et de livrer à ses semblables, selon le rythme du groupe dont il fait partie, dans ses moindres nuances et ses tonalités les plus délicates, ce qui résume toutes ses raisons de vivre : sa prière, sa pensée, ses amours, son âme enfin.

A la communauté de langue, il faut joindre la *continuité de l'histoire* qui, en associant les habitants d'un territoire déterminé aux mêmes événements, tristes ou heureux, à travers des alternatives d'espoirs et de déceptions, de guerre et de paix, de victoires et de défaites, sous la conduite de chefs, de héros nationaux et dans la soumission à des institutions politiques identiques, contribue si efficacement à imprimer en eux des qualités morales distinctives, à les unir dans le culte de souvenirs et de traditions communes, à leur donner ainsi la conscience d'une destinée unique et d'une étroite solidarité.

Il est nécessaire enfin de faire appel, pour achever de cimenter l'unité nationale, à des éléments d'un caractère moins spirituel, plutôt physique, qui servent à façonner le limon dont est pétri le corps de l'homme, à modeler son tempérament, et qui fixent leur empreinte sur les âmes elles-mêmes. Citons les caractères héréditaires de la race, et tous les facteurs géographiques qui réagissent sur la vie économique des nations et décident même de leurs destinées. Il est incontestable par exemple, que le génie des peuples se diversifie profondément, selon que les territoires qu'ils habitent sont bornés par l'océan ou enserrés dans un continent, étalés en vastes plaines ou hérissés de hauts sommets, couverts de steppes ou parsemés de campagnes, limités par des frontières naturelles, mers, montagnes, fleuves, ou bien artificiellement découpés par les traités des diplomates, largement pourvus de ressources minières ou riches seulement de la fertilité du sol, caressés par les souffles tièdes des climats tempérés ou brûlés par le soleil de l'Equateur. Selon que le peuple sera en majeure partie cultivateur, marin, industriel ou commerçant, selon qu'il s'agglomérera en cités ou qu'il se disséminera dans les campagnes, selon que la montagne, les côtes ou la plaine borneront ses horizons, il donnera à l'éternel fond d'aspirations, d'idées, de besoins spécifiquement humains, des tonalités infiniment variées, dont l'admirable beauté est faite de la jonction de deux chefs-d'œuvre de Dieu : les splendeurs du ciel et du sol s'imprimant et s'irradiant, par l'intermédiaire des corps, dans la beauté de l'âme.

Telle est la compénétration d'influences à la fois spirituelles et physiques qui, selon un dosage infiniment varié, s'exercent sur la masse de l'humanité et en répartissant celle-ci en une série de *groupes*, de grandes familles aux caractéristiques nettement tranchées, donnent naissance à ce phénomène qu'on appelle la nationalité.

La nationalité est donc tout simplement l'unité morale d'un groupe constituée au sein d'un territoire déterminé par la conscience d'affinités et de destinées communes, ainsi que par la volonté de vivre ensemble, résultant, en général, non pas du caprice de la nature ou de l'homme, mais de la conjonction, selon des proportions très variables, d'un certain nombre des facteurs que nous venons de décrire.

Que maintenant à cette unité morale vienne s'adjoindre une unité *juridique*, qu'une autorité légale coordonne ses aspirations, qu'elle les précise, qu'elle les exprime dans des institutions politiques et les régisse par la loi, en un mot qu'elle encadre et soutienne l'unité morale du groupe dans l'ossature organique de l'Etat, et la *nationalité* se transformera en *nation*.

Si, au contraire, l'organisme juridique ne correspond pas adéquatement à l'unité de conscience, au « vouloir vivre collectif » du groupe, si au lieu de traduire, de diriger et de développer, selon leur dynamisme profond, les aspirations, la culture, les besoins de la communauté nationale, il les comprime, les viole et les contrarie, s'il les coupe et les sépare en plusieurs tronçons, répartissant ses membres entre plusieurs Etats, les soumettant à diverses souverainetés, il en résulte une crise violente, qui ne peut trouver son apaisement que dans l'une ou l'autre de ces solutions : ou bien dans l'assouplissement et l'adaptation de la nationalité aux cadres de l'Etat ou, au contraire, dans la transformation de ceux-ci selon les exigences de la nationalité.

Définition du nationalisme

Cette crise est une des manifestations, à la fois cause et effet, de ce qu'on appelle le *nationalisme*.

Nous possédons maintenant tous les éléments requis pour définir le nationalisme.

Le nationalisme me paraît être la tendance (érigée en doctrine et incarnée dans des partis) à résoudre tous les problèmes concernant la collectivité, et spécialement les problèmes politiques, d'après les exigences et les intérêts de la *nationalité*.

Cette définition est susceptible, pensons-nous, de s'appliquer à tous les mouvements ou doctrines qui se réclament du nationalisme, et en même temps, elle nous paraît tenir compte, bien plus, elle nous paraît donner raison de toutes les confusions et erreurs ainsi que des précieux éléments de vérité et de beauté que charrie, pêle-mêle, le nationalisme.

C'est que la nationalité est une réalité qui, par sa complexité même, et le caractère fort indéterminé des éléments qui la constituent, engendre normalement les pires confusions chez tous ceux qui s'efforcent de ramener à son point de vue et de résoudre selon ses exigences tous les autres problèmes intéressant la collectivité. Le nationalisme, en effet, est susceptible de revêtir autant de modalités que le vocable « nationalité » comporte de significations. En d'autres termes, il pourra y avoir autant de nationalismes qu'il y a, dans la réalité nationale, d'éléments susceptibles de fournir une base à la nationalité et de donner prétexte, par conséquent, à des revendications nationalistes.

C'est ainsi que l'on distingue un nationalisme racique (tels le panslavisme et le pangermanisme).

Un nationalisme linguistique (tels le séparatisme catalan, le flamingantisme), un nationalisme religieux (tel le sionisme); un nationalisme géographique (tel l'impérialisme américain et, à beaucoup d'égards aussi le nationalisme anglais), selon que l'on prétendra que des affinités de race, de langue, de religion ou, plus simplement de lieu, constituent le principe fondamental de la nationalité et doivent commander, en conséquence dans tous les domaines, mais surtout dans le domaine politique, les revendications d'un peuple.

Au surplus, la plupart des nationalismes présentent une forme moins tranchée, moins élémentaire que ceux que nous venons de citer parce que la nationalité dont ils s'attachent à poursuivre les intérêts se présente d'une manière moins homogène, plus complexe, moins définissable; tel est bien, par exemple, le fascisme, qui en s'efforçant de galvaniser toutes les énergies nationales du peuple (ce qu'ils appellent « l'Italianità »), met en œuvre toutes les valeurs constitutives de la nationalité italienne : traditions, culture artistique, catholicisme, frontières naturelles, littérature, industries ou agriculture nationales, etc... Tel est bien aussi le cas de cette école qui s'appelle, à juste titre, le nationalisme intégral, l'Action française dont toute la doctrine et l'action tend au resserrement et au développement de la nationalité française dans le sens des forces qui l'ont créée et du génie qui lui est propre : à savoir la monarchie décentralisée, l'esprit classique, le « catholicisme » (?) et la politique d'affaiblissement systématique des peuples voisins.

Le nationalisme nous paraît donc fort enchevêtré, par le seul fait des multiples significations inhérentes au terme « nationalité ». Cet enchevêtrement s'accroît encore, si nous faisons état de la diversité des philosophies politiques auxquelles ils se réfèrent pour chercher leurs titres de légitimité en même temps que les signes révélateurs de la nationalité dont ils revendiquent les droits. Les uns, en effet, font appel à la volonté même du peuple, qu'ils considèrent comme absolument décisive. C'est le nationalisme démocratique, formulé dans la célèbre devise du président Wilson : « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Les autres, au contraire, professent que seule une élite, voire un seul homme, est compétente pour discerner les intérêts et les droits des nationalités, pour exprimer leurs aspirations et réaliser leurs destinées, c'est le nationalisme autocratique, dont le national socialisme d'Hitler et le fascisme de Mussolini nous présentent des expressions typiques.

Enfin, pour terminer notre classification du nationalisme, remarquons que celui-ci sera « sécessionniste » ou « impérialiste », selon qu'une nationalité voudra se séparer d'un autre groupement national auquel elle est politiquement unie, ou, au contraire, s'annexer des parties de sa nationalité incorporées à un autre Etat (tel était par exemple, avant la grande guerre, le cas des mouve-

ments, sécessionnistes de l'Alsace-Lorraine par rapport à l'Allemagne, de la Bosnie-Herzégovine et du Trentin, par rapport à l'Autriche, auxquels correspondaient des aspirations à tendances impérialistes de la part de la France, de la Serbie et de l'Italie.

Tel était aussi le cas des revendications nationalistes, émises par certains milieux belges à l'endroit du Limbourg hollandais, et du grand duché de Luxembourg, revendications auxquelles ne correspondaient d'ailleurs aucun « sécessionnisme » de la part des habitants des territoires réclamés.

Le nationalisme en Belgique : le flamingantisme

Et puisque nous parlons de la Belgique, vous me permettrez Messieurs, de consacrer les quelques moments qui me restent, à serrer la question de plus près, en abordant le terrain brûlant du nationalisme en Belgique.

Cela nous fournira l'occasion d'illustrer par des exemples plus concrets, les considérations que nous venons de faire, de poser, dans toute sa netteté, le cas de conscience du nationalisme et de formuler pour finir, les principes qui me paraissent aptes à le résoudre.

Il y a, en Belgique, deux principaux nationalismes qui s'opposent violemment l'un à l'autre : vous les connaissez, c'est le nationalisme flamingant d'une part, et, d'autre part, le nationalisme qui prétend tout simplement être belge, qui se fractionne lui-même en plusieurs tendances dont la plus importante est, je crois, représentée et défendue par le journal *La Nation belge*.

Le Flamingantisme, mouvement très complexe, véritable buisson d'aspirations de besoins, de revendications touffues, prétend polariser toute la vie et tous les sentiments nationaux de la Flandre autour de la nationalité flamande dont il poursuit le complet épanouissement dans tous les domaines, non seulement politique, mais encore religieux, artistique et linguistique. Pour le flamingant pur sang, la Belgique n'existe que comme une entité artificielle, elle est le produit des traités diplomatiques et non le fruit de la vie, elle est dès lors incapable de concentrer sur elle les sentiments patriotiques, parce qu'elle représente un corps sans âme, je veux dire un Etat, un organisme politique, sans nationalité correspondante.

La Flandre, au contraire, a une nationalité : ou plutôt, elle est une nationalité. (Peut-être en est-il de même de la Wallonie? c'est une question que le Flamingant ne veut pas résoudre parce qu'elle ne le regarde pas) et cette nationalité flamande est faite de la fusion de multiples valeurs, traditions, — culture, religion, qui ont façonné la langue comme l'âme façonne le corps, et qui s'expriment par elle. La Flandre est donc pour le Flamingant la seule, la vraie patrie : il ne se sent lié vis-à-vis de l'Etat et des autorités officielles que dans la mesure où celles-ci, dans les institutions et les lois, servent d'organes aux aspirations flamandes pour les incarner, les traduire en concepts juridiques, s'adapter à leurs exigences, les consacrer légalement. Or, il s'est fait que depuis 1830, la Belgique, c'est-à-dire, l'Etat belge, loin de remplir ses devoirs à l'égard de la nationalité flamande, a, par le fait d'une politique de pénétration et de prédominance systématique de la culture française en Flandre, provoqué et accentué une déchéance profonde de toutes les valeurs spirituelles qui forment l'essence de la nationalité flamande.

C'est par l'effacement, la corruption progressive de la langue que cette déchéance a été amenée, c'est par là aussi qu'elle se traduit. Il est donc légitime, nécessaire même, de porter la lutte sur le terrain de la restauration intégrale de la langue flamande, car c'est là que se trouve le point névralgique de la nationalité et de tout le mouvement nationaliste. La lutte pour la langue implique nécessairement la lutte pour le relèvement de toutes les valeurs spirituelles qu'elle traduit en même temps que la lutte pour l'adaptation des institutions politiques à ses légitimes exigences. C'est pourquoi le nationalisme flamingant se pose surtout comme un nationalisme linguistique et l'on peut dire que ce sont les intérêts, les droits de la langue flamande en Flandre qui dictent l'attitude des Flamingants par rapport à la Belgique, considérée, par eux, je le répète, non comme une nation proprement dite, mais comme un Etat auquel par le hasard des événements et la force des traités, la nation flamande se trouve soumise depuis un siècle. Que l'Etat se montre favorable à la flamandisation intégrale de la Flandre et les Flamingants en toléreront l'existence, beaucoup de Flamingants reconnaissent d'ailleurs que la natio-

nalité flamande n'a pas en elle-même toutes les ressources nécessaires à sa vitalité juridique (en tant qu'Etat autonome flamand), et comme ils répugnent, pour beaucoup de motifs, notamment pour des motifs religieux, à s'associer à la Hollande, peuple qui leur apparaît comme étant de même langue, mais de nationalité diverse (ce qui prouve bien que le nationalisme flamand n'est pas purement linguistique), ils conviennent de la nécessité pratique de s'associer, dans les cadres d'un même Etat, avec les Wallons et de lier leur sort politique à leurs voisins du Sud. Mais que l'Etat belge, abusant de la force que lui donnerait la minorité flamande de langue française appuyée par les Wallons, s'oppose aux aspirations flamandes, qu'il maintienne la langue flamande en état d'infériorité, et que par là il empêche effectivement le redressement de la nationalité flamande, alors c'est le devoir de tous les vrais patriotes flamands de se dresser contre lui, de s'opposer à lui légalement d'abord, mais aussi par la force si cela devenait nécessaire. Jusqu'où cette opposition pourrait-elle aller?

Les Flamingants, ici, témoignent de beaucoup de divergences qui vont de l'extrémisme activiste, décidé, pour arriver à ses fins, à pactiser, s'il le faut, avec les ennemis de la Belgique, ou à se séparer entièrement d'elle, administrativement et politiquement, jusqu'au loyalisme irréprochable des éléments modérés de la droite flamande. Cette hostilité vouée aux institutions juridiques de l'Etat belge, se confond d'ailleurs assez spontanément et assez naturellement avec une hostilité dont la Belgique elle-même, en tant que nation, se trouve être l'objet de la part de bon nombre de Flamingants, et qui se porte spécialement contre les emblèmes de la vie nationale de la Belgique, tels le drapeau ou la *Brabançonne*.

Ajoutons que le nationalisme flamingant, tel que nous venons de le décrire, assez objectivement, pensons-nous, inspire non seulement la politique mais encore l'action sociale, la vie religieuse de ses adeptes.

Le vrai Flamingant est démocrate parce que le flamingantisme lui apparaît essentiellement comme un mouvement de relèvement de la masse du peuple, sous l'impulsion de l'élite rappelée à ses devoirs sociaux dont l'influence française l'avait écartée.

C'est aussi parce qu'il est démocrate que le Flamingant sera pacifiste et plutôt défiant vis-à-vis du militarisme; celui-ci, surtout s'il est agressif, lui apparaissant comme un danger pour la démocratie en même temps qu'il risque de détourner vers des préoccupations de politique extérieure le zèle des jeunes qui doit se concentrer entièrement sur le relèvement du peuple flamand.

Et le vrai Flamingant est enfin catholique, par conviction surnaturelle, certes, mais aussi parce que le catholicisme a pénétré l'âme flamande et qu'il fournit à la culture flamande sa source la plus profonde, la plus pure, en même temps qu'il lui prête toute sa force mystique. Et c'est ce qui explique que presque tout l'apostolat religieux en Flandre a actuellement un esprit, une portée nationaliste.

Le nationalisme de la « Nation belge »

En face et à l'encontre du nationalisme flamingant se dresse un autre nationalisme qui se place au point de vue de la nationalité belge et que, pour ce motif, nous pouvons appeler le nationalisme belge. Lui aussi, tout comme le flamingantisme, se présente comme un buisson touffu dont nous ne pouvons songer, au cours de cette conférence, à faire un inventaire détaillé; nous nous bornerons à retracer, en quelques mots, les principes défendus par le journal qui a exposé avec le plus de netteté et aussi, croyons-nous, avec le plus de succès, le nationalisme belge, je veux parler de la *Nation belge*.

Au fond du nationalisme défendu par la *Nation belge* se retrouve l'inspiration du nationalisme intégral professé par M. Maurras. M. Neuray ne s'est jamais défendu, même après les condamnations pontificales, d'une grande sympathie pour l'*Action française*. Il en a repris les principes, mais en les appliquant à la Belgique, et en leur donnant une forme beaucoup moins excessive, moins brutale, moins dogmatique. M. Neuray n'est pas un philosophe, c'est un journaliste, joignant à un grand talent d'écrivain une expérience déjà longue de la vie politique belge et une culture historique très vaste, formée à l'école de son maître aimé et vénéré, Godefroid Kurth. C'est ce qui explique que dans le nationalisme de M. Neuray, le fond proprement doctrinal soit fort peu explicite, fort estompé, ce qui, sans doute, joint au loyalisme de sa foi catholique, l'a préservé (nous n'oserions pas dire entièrement pourtant),

des erreurs formelles pour lesquelles M. Maurras a été condamné par Rome.

M. Neuray pose en fait — et ce fait, je m'empresse de le dire, il ne l'a pas inventé, il ne peut pas non plus prétendre le monopoliser pour son journal et ses théories, il l'a tout simplement appris à l'école de son maître Godefroid Kurth qui, lui-même, l'avait puisé dans l'histoire — M. Neuray pose donc en fait que la Belgique n'est pas, ainsi que le prétendent les Flamingants, une création artificielle des traités, constituée au défi et au mépris des droits des nationalités, mais une *nation*, dans le sens complet du terme, dont l'histoire elle-même, par une longue série de traditions, s'est chargée de former l'âme, et dont les traités conclus par les puissances à la suite de la Révolution de 1830 ont consacré officiellement l'existence. Il y a une nation belge (qui n'est pas simplement le journal) mais le peuple, composé de Flamands et de Wallons, unis dans la conscience de destinées communes, il y a donc une nationalité belge qui s'incarne juridiquement dans la constitution belge et dont la dynastie vraiment nationale symbolise et en même temps dirige les destinées.

C'est cette nationalité belge qui doit concentrer le sentiment patriotique des citoyens, c'est à son point de vue et selon ses exigences que doivent se résoudre les problèmes politiques, religieux, linguistiques, diplomatiques, sociaux qui se posent à la collectivité belge.

Or, — et ici nous exprimons ce qui, je crois, constitue la partie vraiment originale, spécifique, du nationalisme de M. Neuray, — la nationalité belge ne peut se maintenir et se développer efficacement, résister aux agents de dissolution, qui la travaillent, rester homogène, compacte, ferme et une, qu'en reposant sur un triple point d'appui : à savoir, la prédominance de la langue française en Belgique, la politique antidémocratique, spécialement antisocialiste et le militarisme dirigé contre l'Allemagne. Aux yeux de M. Neuray, en effet, le flamingantisme, la démocratie, surtout socialiste, enfin l'Allemagne constituent pour l'unité de la nationalité belge un triple danger qu'il importe d'écartier à tout prix. Ajoutons que M. Neuray défend le catholicisme, à la fois par conviction personnelle et parce qu'il y voit une des assises les plus solides de la nationalité belge, mais ce catholicisme, il le veut assez libéral parce qu'il voit également dans le libéralisme un des grandes traditions nationales en même temps qu'une des puissances à opposer au courant démocratique. Enfin, pour être complet, il faut signaler dans le nationalisme de la *Nation belge* des sympathies fort prononcées pour la France, qui apparaît à M. Neuray comme une alliée nécessaire pour défendre la nationalité belge, contre le double péril allemand et flamingant qui la menace. On se rendra compte par ce bref aperçu, qu'il est fort possible de professer un nationalisme intégralement belge, sans partager la violente antipathie éprouvée par M. Neuray à l'égard de la démocratie, du flamingantisme, voire de l'Allemagne. C'est pourquoi il se rencontre bon nombre de nationalistes tel, par exemple, M. Pierre Nothomb, qui croient fermement que la grandeur de la nationalité belge n'est nullement incompatible avec une politique conciliante à l'égard de la question flamande, du mouvement démocratique et du problème de la collaboration internationale.

Mais ceci nous rapproche d'un nationalisme tellement modéré qu'il est tout près, pensons-nous, de se confondre avec ce que nos pères appelaient tout bonnement le patriotisme, c'est-à-dire le devoir d'amour, de respect, d'obéissance et d'assistance à l'égard de la patrie, tel qu'il est imposé par le quatrième commandement de Dieu.

Quel jugement moral faut-il porter sur le nationalisme?

Nous voilà donc arrivés, en conclusion de cette conférence, à nous prononcer au nom des principes de la morale chrétienne, sur la légitimité du ou des nationalismes, tels que nous nous sommes efforcés de les définir.

On a dit, il y a quelques années, en une phrase qui est devenue célèbre et qui a fait, depuis lors, couler beaucoup d'encre, que le nationalisme serait la prochaine hérésie condamnée par l'Eglise.

Le fait est que, depuis lors, deux mouvements nationalistes ont été officiellement réprouvés par le Saint-Siège : l'Action française et le fascisme, ce dernier non pas condamné comme tel, mais seulement dans ceux de ses principes qui s'opposent à la morale chrétienne. D'autre part, le national-socialisme allemand a été lui aussi condamné par bon nombre d'évêques allemands.

Nous-mêmes, en Belgique, nous gardons le souvenir de l'admirable lettre pastorale collective adressée par l'épiscopat belge à l'occasion du centenaire de notre indépendance et dans laquelle les devoirs du patriotisme belge étaient énoncés en des termes impliquant la condamnation formelle des formes avancées du flamingantisme.

La question du nationalisme, Messieurs, est trop complexe, vous vous en êtes bien rendu compte, pour faire l'objet d'un jugement sommaire, se formulant dans un « oui » ou dans un « non ». Il y a des nationalismes irréprochables moralement, il en est d'autres dont les principes sont absolument condamnables par la morale chrétienne : tel le national-socialisme de Hitler ou le nationalisme d'Action française ; il en est d'autres enfin et c'est, je crois, le plus grand nombre, qui présentent un mélange confus, difficilement discernable, de bien et de mal, le mal apparaissant plutôt, d'ailleurs, comme un excès de bien et se trouvant dosé très diversement, dans le même mouvement nationaliste, selon les positions plus ou moins avancées de ses adeptes. Car, dans tout nationalisme, on distingue un extrême gauche, un centre et un extrême droite avec toutes les nuances intermédiaires ; et c'est pourquoi, pour juger équitablement le nationalisme, il faudrait prendre, non seulement chaque mouvement nationaliste en particulier, mais encore, dans chaque mouvement nationaliste, les divers partis ou factions qu'il comporte. Il est cependant possible de discerner croyons-nous, dans ce fouillis certaines directions ou tendances très générales qui peuvent nous fournir des éléments de jugement et d'appréciation assez fermes. Il suffit pour cela de reprendre la définition que nous avons donnée du nationalisme au début de cette conférence : Le nationalisme, disions-nous, désigne la tendance à résoudre tous les problèmes concernant la collectivité, et spécialement les problèmes politiques, d'après les exigences et les intérêts de la nationalité.

La valeur morale de la nationalité.

Disons-le tout de suite : il est incontestable que la nationalité, au point de vue de laquelle se placent les nationalistes, représente une des valeurs humaines les plus précieuses, les plus respectables, je dirai même les plus sacrées, que la Providence ait créées. La nationalité est une création de Dieu, puisqu'elle est tout simplement le produit, ainsi que nous l'avons vu au cours de cette conférence, de l'évolution sociale de la nature humaine représentée dans ses plus hautes valeurs : les valeurs spirituelles. Elle répond au plan providentiel qui préside au progrès de l'humanité, et pour avoir une nature surtout collective, elle ne représente pas moins des droits tout aussi inviolables que la liberté, voire la vie individuelle.

Il est des crimes collectifs comme il en est d'individuels : ce sont précisément ceux qui portent atteinte à la vie d'un peuple en le frappant dans son âme, je veux dire dans sa nationalité. Et à ce point de vue, les efforts, héroïques accomplis par certains peuples, l'Irlande et la Pologne, par exemple, pour garder intacte, malgré tout, leur nationalité, en refusant de se laisser absorber par des nations ennemies et oppressives, prennent des allures d'épopée qui illustrent et honorent grandement l'histoire du genre humain, par la haute valeur morale dont ils témoignent.

La nationalité représente donc une des plus belles valeurs humaines. Mais nous ajoutons et c'est ici que nous touchons du doigt le point faible du nationalisme, le danger immense qu'il présente et dont bien peu de mouvements nationalistes, même parmi les meilleurs, ont pu se préserver : la nationalité n'est pas la plus haute des valeurs humaines ; elle doit, comme toutes les autres, respecter une hiérarchie, se soumettre à des règles morales objectives, parmi lesquelles les lois du gouvernement légitime tiennent une place primordiale. Ces règles, elle n'a pas le droit de les enfreindre ou de les subordonner à ses exigences. La nationalité n'est qu'un fait, en lui-même d'ailleurs très confus, et le fait ne crée jamais le droit, il s'y soumet. Et en l'occurrence nous pouvons bien dire qu'il y a pour la nationalité, plus encore que pour les autres valeurs humaines, une nécessité toute spéciale de se soumettre au droit et de s'adapter à des cadres juridiques fermes : c'est que le droit, représenté ici par des traités internationaux, par les lois constitutionnelles des États, en un mot, par ce qu'on appelle « la politique », loin de se soumettre aux vicissitudes de la nationalité et d'enregistrer purement et simplement ses exigences, intervient au contraire pour la créer, pour l'incarner

en quelque sorte et la dégager ainsi des confusions dans lesquelles, sans lui, elle se perd fatalement.

Or, c'est cette vérité que méconnaissent la plupart des nationalistes. Au lieu de soumettre la nationalité à des règles objectives, fermes, absolues, en d'autres termes à la loi morale, ils prétendent faire de la nationalité le principe de la morale, la considérer comme respectable par le seul fait qu'elle est, et subordonner à ses exigences la religion elle-même, qu'ils combattront ou appuieront selon que l'exigera l'intérêt national, sans se soucier de sauvegarder la transcendance de la Foi et ses exigences divines. C'est ce qu'on appelle du libéralisme et du positivisme moral ; l'Eglise en a déjà été la victime, même avant qu'existât le mot « nationalisme », et, à l'époque contemporaine, l'exemple de l'Action Française et du fascisme illustre d'une manière bien tragique le danger dans lequel on tombe fatalement quand on confond les valeurs religieuses avec la nationalité et qu'on les met purement et simplement au service de celle-ci.

Ces confusions, si dangereuses au point de vue religieux, ne le sont pas moins au point de vue politique, car le nationaliste logique avec ses principes sera amené à traiter la nationalité dont il poursuit les intérêts comme une valeur absolue, dont le triomphe doit être assuré aux dépens de toutes les nationalités rivales. C'est la loi de l'égoïsme, le droit du plus fort, transféré dans la vie internationale et dans la politique intérieure des peuples. Pour l'excuser, on qualifie, il est vrai, cet égoïsme de sacré ; on ne fera, par là, qu'aggraver la faute en ajoutant la profanation à l'injustice. Aucun égoïsme n'est sacré et l'amour de la patrie lui-même, quand il prétend se satisfaire aux dépens de la justice ou de la charité, est une faute d'autant plus grave qu'il introduit le désordre dans le plus beau sentiment qui soit après l'amour de Dieu.

Enfin, nous ajouterons que le nationalisme, quand il prétend mettre au-dessus de tout les intérêts de la nationalité, érige en norme suprême la réalité la plus inconsistante, la plus confuse qui soit. Nous l'avons vu, au cours de cette étude, la nationalité, si elle n'est pas ramenée aux règles objectives, donne lieu à toutes les équivoques et légitime, en définitive, tous les désordres.

À quoi sont dus, trop souvent, les tristes conflits qui, au sein d'un même pays, mettent aux prises des nationalismes qui se haïssent mutuellement ? N'est-ce pas à des conceptions abusives de la nationalité, interprétée non pas d'après les exigences du droit, mais au gré des intérêts et des sentiments d'un groupe de citoyens ?

La valeur morale du flamingantisme

Encore une fois, la Belgique, ici, peut nous offrir un exemple en servant de champ d'application aux règles que nous venons d'énoncer.

Pouvons-nous condamner le nationalisme flamand ?

Non, s'il se borne à revendiquer, sans les exagérer, les droits de la « nationalité » flamande. Les valeurs spirituelles dont elle est formée sont éminemment respectables, l'âme de tout Flamand bien né les reconnaît et les aime comme une partie d'elle-même, comme une des sources de sa vie et de son originalité foncière ; et c'est pourquoi aussi le Flamand aime sa langue maternelle, non seulement parce qu'elle lui a permis de formuler, dans ses premiers balbutiements, ses plus profondes affections, l'amour de Dieu, l'amour de ses parents, mais encore parce qu'elle représente pour lui l'expression naturelle et de son individualité propre et de la race dont il est issu. La langue est vraiment pour lui, comme le dit Barrès « un point constant, un point névralgique ; si l'on y touche, c'est un ébranlement que je ne pouvais soupçonner, c'est une rumeur de tout mon être. Ce ne sont pas les sentiments éphémères d'un individu qu'on irrite, mais, à mon grand effroi, l'on fait surgir toute ma race. »

Faire effort pour la relever de la déchéance qui l'a atteinte et pour ranimer avec elle les valeurs originales qu'elle exprime, c'est accomplir une œuvre de sain nationalisme, donc une œuvre de justice et, j'ajouterais, de beauté, car toute culture est belle, dans la mesure où elle exprime, avec une nuance d'irréductible originalité, un aspect de l'éternelle, simple et riche beauté de l'âme humaine. Celle-ci est comme la lumière du soleil, elle paraît incolore parce qu'elle est trop pure et trop profonde : il faut pour découvrir toute sa splendeur, la décomposer en la réfractant dans un prisme qui en projette le spectre aux multiples nuances.

Que les Flamands entreprennent cette œuvre de restauration spirituelle, fût-ce même au détriment de l'influence exercée chez

eux par notre langue; que, pour la mener à bonne fin, ils fassent appel au secours de la loi, qu'ils tiennent même rigueur au gouvernement et aux partis politiques belges, des résistances et de la mauvaise humeur opposés à leurs justes revendications, nous n'avons pas, je crois, à nous en plaindre ni à leur en faire un grief, si nous avons en nous le sentiment de la justice.

Les droits de la nationalité belge

Mais nous avons, par contre, le droit et le devoir de protester quand les Flamingants, mus par un amour excessif de leur nationalité, oublient que celle-ci a lié ses destinées à un autre groupement national : la Wallonie; qu'elle est, dès lors, engagée à vivre avec elle d'une vie commune, afin de poursuivre ensemble une fin qui les dépasse toutes deux, qui exige d'elles une collaboration mutuelle et loyale, vraiment fraternelle, un véritable alliage des valeurs spirituelles propres à chacune d'elles et mises ainsi au service de la grande, de la vraie patrie, la Belgique. Celle-ci n'est pas, comme le prétendent les Flamingants, une création des traités, un monstre issu des accidents de la vie diplomatique. Quand même elle le serait, elle est légitimement constituée, elle a donc le droit de vivre, non seulement comme Etat, mais comme nation, les chefs qui dirigent ses destinées, les institutions politiques qui forment comme l'ossature de son organisme, peuvent légitimement exiger l'obéissance de leurs sujets, faire appel à leur loyalisme pour que, par delà les divergences de culture, de traditions ou de langues, une unité morale se forme, une ardente fraternité se resserre, en un mot que, par les efforts convergents de tous les citoyens, flamands et wallons, se développe une nationalité vraiment belge, amorcée par l'histoire, consacrée juridiquement par la constitution, incarnée par la dynastie, symbolisée par le drapeau, enfin scellée dans le sang des champs de bataille de la grande guerre.

La Belgique a le droit strict de réclamer de ses habitants cet effort de loyalisme. Elle est la vraie patrie, elle ne peut tolérer que, dans son sein, un groupe d'habitants, exagérant les affinités de culture, de race ou de langue qui les rapprochent, se replie sur lui-même et concentre en lui, aux dépens de l'ensemble du pays, la vie nationale et le sentiment patriotique de ses membres. C'est là l'erreur, je dirai même le « péché » du flamingantisme, justement condamné par les évêques de Belgique.

Les devoirs de la Belgique

Mais la Belgique, d'autre part, ne peut oublier qu'elle est la « patrie », c'est-à-dire la mère de ses enfants, et que sa maternité s'étend sur deux groupements nationaux, disons, si l'on veut, sur deux « nationalités », que l'histoire ainsi que les traités ont rapprochées pour en faire le peuple belge.

Dès lors, la nationalité belge, sous peine de devoir son existence à la pire des injustices : l'oppression d'un des deux groupements nationaux qui la constituent, doit sauvegarder rigoureusement, en se réservant de les fusionner harmonieusement, l'apport des deux nationalités partielles dont dépend son unité, sa vitalité et sa véritable originalité.

La Belgique ne peut méconnaître, sous peine de forfaire à ses devoirs et de se tuer elle-même comme patrie, la vérité de sa devise nationale : « L'Union fait la Force ». C'est dire que son unité est celle d'une synthèse : synthèse de deux cultures diverses, mais non contradictoires, qui peuvent, à condition de se respecter mutuellement, et de garder toutes deux leurs valeurs intactes, se coordonner, se compléter et former entre elles un alliage spécifiquement belge et immensément riche.

La nationalité belge est, dans l'ordre spirituel, comme un estuaire formé par le confluent de deux fleuves : ils restent indépendants, ils gardent leur nom, jusqu'à ce qu'en réunissant leurs eaux, ils suivent, avant de se perdre dans la mer, un cours unique que désigne un nom nouveau, pour traduire de la sorte la parfaite fusion résultant de l'indépendance mutuelle.

Ainsi en est-il de la Flandre et de la Wallonie, parties constitutives, éléments essentiels de la Belgique.

Les Flamingants ont eu le tort de méconnaître cette loi de mutuelle convergence qui les subordonne, non pas à la Wallonie, ni à la culture française, mais à la Belgique.

Les torts du nationalisme belge

Mais, peut-être par l'excès d'une réaction dirigée contre eux, leurs adversaires, je veux parler de certains nationalistes belges, ont-ils méconnu, eux aussi, cette loi, en cherchant à faire prévaloir la nationalité belge aux dépens de la Flandre et à fonder son unité sur la prédominance injuste d'une culture sur l'autre. Il en est résulté, de la part des Flamingants, un froissement bien explicable, et, s'ils se sont repliés sur eux-mêmes pour vivre à leur compte leur vie nationale propre, s'ils ont, de la sorte, menacé par leur politique séparatiste l'unité, la vie de la nation et de la patrie belge, on peut se demander si la responsabilité n'en est pas, au moins en partie, imputable aux nationalistes trop bornés qui ont paru parfois restreindre à la mesure d'une seule culture, la culture française, la nationalité belge, accaparer celle-ci à leur profit et rendre ainsi la vie commune insupportable à leurs frères flamands.

Que ces dissensions pénibles se résolvent donc dans la justice et dans l'amour mutuel, c'est-à-dire dans la charité, selon les exigences du vrai patriotisme, dont la Belgique peut, au nom même de Dieu, revendiquer pour elle tous les droits.

Quand les Wallons et les Flamands comprendront enfin qu'ils peuvent vraiment rester ce qu'ils sont en s'aimant fraternellement et en s'unissant dans l'amour de la patrie commune, quand celle-ci à son tour se soumettra à des valeurs supérieures : à la religion, à la morale, dans la défense de ses droits, dans le respect de ceux des autres nations, ses voisines, alors, alors seulement, la Belgique sera grande et belle.

Une nation n'est jamais complètement achevée, elle reste toujours à faire. Comme le dit Maurras « une patrie élevée au rang de nation est une œuvre qui demeure une action. Parce que l'œuvre est à achever, l'action continue ». L'action continue, Messieurs, et c'est, pensons-nous, surtout par vous, les jeunes, qui avez l'avenir dans vos mains, c'est par vous, qu'elle doit s'accomplir.

De ce destin triomphal vers lequel la Belgique doit marcher, j'eus le sentiment profond, l'autre dimanche en assistant au magnifique congrès des 100.000 A. C. J. bistes. Ils étaient dans la joie parce qu'ils étaient dans l'ordre : Wallons et Belges, Belges et Chrétiens. Et je me disais que l'avenir de la Belgique serait assuré et sa grandeur nationale définitivement assise, si, dans quelques années on pouvait assister à un défilé de jeunesse, animé du même esprit, mais doublé dans ses effectifs, parce qu'il joindrait aux Wallons les Flamands, tous libres et fiers, joyeux et conquérants; chacun jetant au passage dans sa langue, ces seuls cris : « Vive le Christ-Roi, vive la Belgique, vive le Roi! »

JEAN DERMINE.
Professeur au Grand Séminaire
de Tournai.

La même chose, mais en pire..

Il paraît que M. Bernard Shaw aurait dit : « Quand on a vu le bolchevisme sur place, on ne peut plus douter que le capitalisme est condamné ». Je me hasarde respectueusement à n'être pas d'accord. Je dirais : « Quand on a vu le capitalisme sur place, on ne peut plus douter que ce capitalisme est condamné. » Mais voilà, je ne suis qu'un vieux réactionnaire arriéré et religieux et non pas un effrayant socialiste révolutionnaire et réaliste qui a besoin de s'en aller au bout du monde pour trouver que la Banque et la Bourse n'en mènent pas large. Inutile pourtant de visiter Moscou pour prouver que le salariat moderne est mal engagé; il suffit de visiter Manchester, ou de visiter Liverpool, ou de visiter Londres, ou même de rester à Londres.

Quelle est la cause de la faiblesse du capitalisme? Elle n'a certainement rien à voir avec ce qui fait la force du bolchevisme. Le capitalisme ne s'est pas écroulé devant l'attaque du commu-

nisme, car en Europe occidentale le communisme n'a jamais attaqué. Le communisme, au vrai sens du mot, y existait à peine. Le communisme n'a attaqué qu'en Europe orientale là où le capitalisme au vrai sens du mot existait à peine. Et rien n'annihile davantage les calculs théoriques des marxistes que le fait de leur triomphe là où, d'après eux, il n'eût pas dû se produire. La victoire de leur cause fut la défaite de leur cas. D'après le fatalisme économique proclamé par eux, le plus haut degré de socialisme devait succéder au plus haut développement du capitalisme dans l'industrialisme intensifié des grandes villes occidentales. Le communisme vaincrait le capitalisme, là où celui-ci était le plus capitaliste. Il capturerait l'industrie là où elle avait été le plus industrialisée. En fait, il ne la captura que dans un pays presque pas industrialisé du tout! Le socialisme vainquit dans un pays arriéré et barbare, où sévissait de nombreuses formes de tyrannie dont la sienne propre. Il y régnait aussi de nombreuses formes de communisme, cette sorte de communisme compris et pratiqué par les sauvages et même par les animaux. Si les abeilles et les castors étaient soumis à des Commissaires, leur simple routine sociale pourrait continuer sans changement, mais on ne pourrait y trouver la preuve que la phase idéale du socialisme succède immédiatement à la phase intense de l'individualisme.

Se figurer que le socialisme détruit le capitalisme, est faire un bien trop grand compliment au capitalisme aussi bien qu'au socialisme. Le capitalisme meurt par le dedans; il meurt de ses propres maladies internes, morales et mentales; il meurt visiblement sur d'immenses étendues, particulièrement aux États-Unis où un animal aussi sauvage qu'un socialiste est pratiquement inconnu. Le capitalisme doit être bien faible d'esprit s'il dépérit sous la simple menace d'un quelconque socialiste quelque part dans les marches marécageuses de la Sibérie! En fait, il ne s'agit pas de cela, car les journaux capitalistes ont toujours laissé le monde capitaliste dans l'ignorance complète de toute menace qui était une menace réelle. Cela s'appelait être optimiste.

Le capitalisme ne mourut pas sous les coups de l'action directe ou d'une révolution, il mourut d'optimisme et autres vices. En d'autres mots, il mourut d'hypocrisie et de lâcheté; et d'appeler toute chose de noms faux et dégoûtants et de défendre aux hommes d'Etat de traiter les choses comme elles sont; et d'encourager les commerçants à traiter les choses comme il est possible de les représenter et faire croire qu'elles sont. Mais, par-dessus tout, il mourut d'inhumanité, ce qui est tout autre chose que la cruauté. Il y eut assez de cruauté en Russie avant et après sa révolte. Quand un Russe donnait du bâton à un autre Russe, ou qu'un paysan plongeait son couteau dans la poitrine de son seigneur et maître, l'incident était humain dans un sens, sans être humain au sens d'être doux. Mais si le bâton traversait l'espace tout seul, par lui-même, pendant cent kilomètres, ou si le couteau se détachait tout seul du clou qui le tenait au mur et tuait un homme en sautant par la fenêtre, l'incident ne serait plus humain. Et si le premier homme, au lieu d'abattre le second à coups de bâton, est à même de l'abattre dans toute négociation en manipulant de la monnaie invisible dans une banque située à un million de kilomètres, l'incident ne serait plus humain. Et si, au lieu de poignarder son seigneur au cœur, il le fait mourir lentement par l'estomac, en achetant et vendant des bouts de papier dans une ville située aux antipodes, l'incident ne serait pas humain. Le capitalisme était fait tout entier de pareils incidents. Il consistait en un filet et un enchevêtrement d'influences étrangères et éloignées, par lesquels les hommes pouvaient se contrôler, se tenir et se blesser les uns les autres, sans pouvoir en appeler à une loi ou à une liberté. En résumé, cette société d'argent et de machines, de contrôle et de crédits, de cartes et de tickets, de permis limités, etc., n'était pas une société naturelle, aussi peu naturelle qu'une société dans

laquelle les hommes prêteraient leurs jambes à un usurier tri-pède, ou mettraient en gage leurs yeux, ou donneraient leurs dents en paiement au receveur des contributions.

Voilà la maladie mortelle du capitalisme. Mais en ce cas, que penser du bolchevisme? Si le bolchevisme est réellement condamné à conquérir le capitalisme, il est condamné aussi à mourir de la même maladie que le capitalisme. Le capitalisme admirait la machine et la machine sépara l'homme de son œuvre et lui ôta des mains, tout métier. Le bolchevisme semble adorer la machine, célébrant ces engins comme de gigantesques idoles d'acier, même dans son art et dans son chant, probablement avec le même effet final sur l'art et sur le chant. Le capitalisme rendait l'homme dépendant d'ordres financiers et de permis industriels souvent donnés par un maître éloigné et despote. Le bolchevisme rend l'homme totalement et abjectement dépendant d'ordres et de permissions donnés par des maîtres encore plus distants et plus despotes.

Le capitalisme tendait de plus en plus à former des ententes et à constituer des monopoles qui laissaient à l'homme de moins en moins de liberté de choix quant à la source de sa subsistance. Par définition, le bolchevisme n'est qu'un seul et immense monopole dans lequel il n'est laissé à l'homme, à la lettre, aucune liberté de choix quant à la source de sa subsistance. Le capitalisme était lié à un parlementarisme corrompu et usé, dans lequel le citoyen privé détenait très peu de puissance de gouvernement, ou d'influence sur ceux qui le gouvernaient. Le bolchevisme possède une constitution soigneusement et délibérément conçue pour enlever au citoyen privé toute chance de gouverner ou d'avoir une quelconque influence éloignée sur ses gouvernants. Enfin, le capitalisme, grossièrement et maladroitement, découvrit graduellement, qu'il avait couvert le pays d'usines et souvent inondé déraisonnablement le monde de ses produits. Le bolchevisme déclare à l'univers entier, par mégaphone, qu'il va se consacrer entièrement à couvrir son pays d'usines et à inonder la terre de ses produits. Bref (si j'ose me hasarder à le chuchoter), le bolchevisme me semble manquer quelque peu d'originalité...

Et pendant que j'en suis à chuchoter, je veux confier un secret à M. Bernard Shaw. Il a tout à fait raison. Le capitalisme décline, et la dernière phase de son déclin s'appelle : bolchevisme...

G. K. CHESTERTON.

(Traduit de l'an lais.
G. K.'s Weekly.)

La chute...

Ce qui est arrivé

Quand le navire est échoué, ce n'est pas le moment de discuter sur les causes du désastre, ni même sur les vices et les folies des officiers. Le devoir immédiat et impératif est d'empêcher la panique, et pour cela il faut voir les choses telles qu'elles sont. Car la panique est essentiellement une exagération. Elle naît d'une représentation des choses pires qu'elles ne sont, et plus encore — et avec des effets plus durables — d'une représentation des choses meilleures qu'elles ne sont.

Un très grand désastre s'est abattu sur nous. Peut-être ne serait-il que temporaire, mais le désastre est là et quiconque le nie de propos délibéré et l'appelle d'un autre nom, est un traître. Quant à ceux qui en agissent de la sorte inconsciemment, par ignorance de l'économie politique, ils feraient mieux de se taire.

Par l'indécision des banquiers et par l'incapacité de nos politiciens professionnels, l'Angleterre s'est vue contrainte, sur le coup,

à faire défaut. Tous les autres belligérants européens l'avaient fait déjà : tous avaient fini par voir dans la faillite le seul moyen de payer et de compenser les destructions énormes de richesses causées par la guerre. Mais pour la Grande-Bretagne seule, il était vital de ne pas faire défaut, parce que, parmi les principales nations européennes, la Grande-Bretagne est seule à *devoir* vivre surtout de produits importés, et parce que la traite sur Londres est devenue, par la confiance dans la solvabilité britannique, le grand moyen international grâce auquel Londres était le centre d'échange recueillant, du chef de cette position, d'énormes profits.

Sachant qu'il y allait, pour elle, d'un intérêt vital, la Grande-Bretagne fut donc seule, parmi les nations européennes, à honorer sa signature. Les trois grands empires firent une banqueroute complète : le Reich prussien de Bismarck, la Russie, l'Autriche finirent par ne rien payer du tout, pas un sou à la Livre. L'Italie fit un accord pour ne payer que 6 shellings à la Livre; la France, 4 shellings à la Livre. Par un effort qui fit l'admiration du monde, l'Angleterre se remit complètement et paya les 20 shellings tout entiers. Vers le milieu de 1925, l'Angleterre était une fois de plus solvable malgré la guerre, et elle le resta depuis. Pendant environ six années la solidité invincible du crédit anglais, et donc de la monnaie anglaise, ne fit de doute pour personne à l'étranger et encore moins *at home*. Puis les premières hésitations survinrent. Avant la fin de l'année dernière, des gens commençaient à en parler. Au début de la présente année les hommes à même de juger devinrent anxieux. Quand, au printemps dernier, le budget fut déposé, il était temps encore de sauver la situation : une augmentation énergique des impôts, et des économies non moins énergiques, eussent équilibré les recettes publiques et les dépenses. Un tarif soigneusement établi eût pu empêcher les dépenses privées de créer un écart entre les exportations réelles (visibles et invisibles) et les importations. Car là résidait la cause originelle du péril : la communauté achetant plus qu'elle ne pouvait payer en marchandises, en services (services bancaires, transports maritimes, assurances, etc.) ou à l'aide du revenu des capitaux placés à l'étranger.

Malheureusement, on laissa les nuages s'amasser. Les banquiers ne donnèrent pas d'ordres précis parce qu'ils ne purent se mettre d'accord sur une politique déterminée. Le budget constituait un refus délibéré de regarder le danger en face : il remit à plus tard une tâche désagréable.

Et voilà qu'il est arrivé à la nation ce qui arrive à l'individu qui achète à crédit plus que son revenu ne permet de payer. L'Angleterre fait défaut, ou, pour le dire clairement, c'est la faillite avec la capacité, pour l'instant, de ne payer qu'autant à la Livre. Personne n'est à même de prédire si la parité-or sera rétablie un jour. Aujourd'hui, elle n'existe plus et la monnaie est sur la pente, instable, et bien au-dessous du pair. Sans doute finira-t-elle par se stabiliser, mais personne ne pourrait dire à quel niveau. On en est réduit aux suppositions. Les meilleures autorités semblent attendre un arrangement stable à 16 shellings environ, mais elles n'en sont pas sûres...

* * *

Voyons les conséquences de la dépréciation de la Livre par rapport à l'or.

1. Tout détenteur d'une Livre en monnaie (et non pas en *objets*) a perdu déjà un cinquième de sa propriété. Quiconque a épargné, mettons à la Caisse d'épargne, ou qui a une assurance d'autant (ce qui est une forme de l'épargne), ou qui a un compte créditeur à la banque, ou qui possède une promesse de paiement souscrite par un débiteur, est — potentiellement — plus pauvre d'un cinquième depuis le jour où la Livre est tombée. Tout bénéficiaire d'un revenu fixe — annuité, pension, salaire, emprunts de guerre, hypothèques etc., — est de même appauvri d'un cinquième.

Les possesseurs de Livres s'apercevront de cet appauvrissement quand ils expérimenteront qu'il leur faut payer davantage pour se procurer les objets dont ils ont besoin. Il s'écoule, évidemment, un certain délai entre le premier coup porté à la monnaie et son plein effet sur l'acheteur au détail dans les boutiques, et il se trouve des gens assez fous pour croire, puisque les prix ne montent pas tout de suite, qu'ils ne monteront pas dans la suite. Ils finiront bien par sentir leur erreur. Le changement s'opère déjà. Il s'étendra. Il descendra la chaîne qui va du premier vendeur en gros, par les différents intermédiaires, au consommateur final,

l'un chaînon après l'autre subissant la tension. Il ne faut pas longtemps pour que la secousse soit transmise au dernier anneau, qui est la femme achetant la nourriture et l'habillement de la famille, dans le magasin du coin. Elle s'apercevra, si la Livre se stabilise aux environs de 4 dollars, qu'il lui faudra 15 pence pour acheter aujourd'hui ce qu'hier elle avait pour un shelling.

2. La hausse des prix des *marchandises* fait monter les prix des actions industrielles. La chose est évidente. Votre participation dans une fabrique de chaussures représente 100 paires de chaussures. Elles valaient 100 Livres. Si les chaussures valent 125 Livres d'une monnaie dépréciée, votre participation vaudra 125 Livres. Et si vous vous empressiez d'acheter pour 100 Livres d'actions-chaussures avant la hausse, vous conservez à votre argent sa valeur réelle. Vous n'êtes pas plus riche avec les 125 Livres que valent vos actions que vous ne l'étiez avec les 100 Livres-or. Mais si vous aviez laissé vos Livres en banque, elles ne vaudraient plus que 80 Livres-or tandis que les actions valent 125 Livres nouvelles, valent toujours 100 Livres-or.

3. L'emploi de la lettre de change sur Londres, le papier *sterling*, commence à décliner. Toute la valeur de cet instrument universel de monnaie internationale lui venait d'être équivalent à l'or. Sur toute la surface du globe le papier sur Londres était accepté à l'égal de l'or. C'est ainsi que Londres devint le centre des échanges mondiaux et que l'Angleterre jouit des vastes revenus que rapportait ce service rendu au monde entier. Il est impossible que la lettre de change sur Londres conserve sa position — position qu'elle eut depuis les origines du commerce moderne — après la baisse et les fluctuations du *sterling*. D'aucuns paraissent croire que le simple mot *sterling* suffit, et que le papier *sterling* restera monnaie internationale alors que personne ne peut dire quelle sera demain sa valeur-or. Ces gens ont une drôle de notion de l'humanité. Vous offrez à quelqu'un une traite à soixante jours, c'est-à-dire une promesse de payer autant de *sterling* dans soixante jours, en ajoutant : je n'ai évidemment aucune notion de ce que vous recevrez en valeur-or le jour de l'échéance! Pensez si le quelqu'un en question préférera recevoir quelque chose de plus stable! La magie du mot *sterling* est tout entière dans une équivalence certaine avec l'or. Que tombe la certitude et la magie s'évanouit. Il n'est pas possible encore d'estimer ce que Londres souffrira par la perte de sa position de centre d'échanges, mais cette souffrance pesera lourd bientôt.

4. Les salaires réels diminuent par la chute de la monnaie. Ces salaires ne peuvent, en effet, se mesurer que par les produits et les services que le salarié peut se procurer avec son salaire hebdomadaire.

Tant que l'on peut bourrer le crâne au prolétariat salarié et le persuader, et contraindre d'accepter dans les conditions nouvelles le taux de l'ancien salaire-or, son travail coûtera 20 % de moins à l'employeur. Le prix de revient de celui-ci s'en trouvera diminué d'autant et il sera à même de concourir plus favorablement avec ses rivaux étrangers et d'exporter davantage. Dans le même temps, l'habitant de la Grande-Bretagne tendra à importer moins parce que les articles étrangers — fabriqués par des ouvriers payés en valeur-or — coûteront plus de Livres. En d'autres mots, l'acheteur anglais achètera moins de produits étrangers parce qu'il est plus pauvre. Donc, avec une Livre dépréciée, l'écart entre les exportations et les importations diminue et se comble, et la cause principale de nos malheurs financiers se trouve supprimée. Dans le même temps, toujours, il y a plus d'ouvrage, et nos grands capitalistes industriels font de plus grands bénéfices à l'aide du travail de leurs ouvriers.

Toutes ces considérations réunies expliquent pourquoi nos journaux officiels ont applaudi bruyamment à la grave nouvelle et ont manifesté une telle joie quand la Livre est tombée — et aucun plus que le *Daily Herald* (organe des travaillistes).

La baisse escomptée des salaires est de loin la cause principale des folles espérances que fait naître la Livre à 15 shellings. Tel millionnaire s'écrit dans son journal qu'une nouvelle aurore s'annonce et un avenir radieux. Tel autre affirme que « nous avons été conduits de main de maître ». Un troisième profère ces mots étonnants : « Tous nos ennuis sont passés ».

Mais il y a un « si ». Les salaires réels baisseront si les ouvriers anglais peuvent être emberlificotés, persuadés ou contraints d'accepter la Livre à 15 shellings-or pour l'équivalent de 20 shel-

lings-or, et de diminuer leur train de vie d'un cinquième : donc d'accepter à l'avenir d'être pour un cinquième plus pauvres qu'ils ne sont. Le pourra-t-on ? Toute la question est là : car si on ne le peut, nous aurons perdu (peut-être pour un temps seulement) et les profits financiers et les profits industriels.

Il est une espèce d'ouvrier, cependant, un type de prolétaire, que l'on espère sûrement contraindre. Celui qui, dit-on, ne peut s'aider lui-même : le chômeur. Il touchait 17 shellings par semaine. Sur l'injonction de New-York, cette allocation fut réduite à 15/3 shellings. La chute de la Livre la ramène à 12 shellings. Il est très facile de dire que vous pouvez contraindre un homme de vivre avec 12 shellings par semaine en refusant de lui donner davantage, mais *peut-il* en vivre ? Est-ce possible étant donné la structure économique de l'Angleterre moderne ? J'aurais dit que non...

* * *

l'Unanimité de notre presse officielle dans le boycottage de tout ce qui touche à la question primordiale du moment — la baisse des salaires — étonnera l'étranger. La chute de la Livre sterling ne fut pas provoquée délibérément dans le but de faire baisser les salaires, encore que beaucoup la conseillaient depuis longtemps pour obtenir ce résultat. Au contraire, toute la puissance des forces financières qui nous gouvernent s'appliqua à prévenir le désastre. Mais maintenant que le désastre est là, la baisse des salaires est l'usage obvie que l'on peut en faire.

L'usage principal que l'on fera de la stabilisation de la Livre à un cours inférieur est de convaincre et de contraindre la masse des Anglais d'adopter un genre de vie d'un niveau plus bas. Si on y réussit, le chômage diminuera, l'industrie reprendra, les exportations croîtront et les importations diminueront. Elles diminueront parce que toutes les classes seront plus pauvres — sauf celle des détenteurs d'actions industrielles — et que le riche rentier ne pourra plus acheter autant d'articles de luxe tandis que la masse des salariés disposera de moins d'argent pour se procurer des produits importés.

On attend beaucoup du bourrage de crâne. Exemple : l'un des éléments principaux de la cherté du prix de revient en Angleterre est le taux des salaires payés aux ouvriers des chemins de fer. Si la Livre se stabilise à 15 shellings, cela signifiera, en fin de compte quand les prix de détail se seront adaptés, que chaque Livre de ces ouvriers sera écourtée de 5 shellings. Car, dit-on, le brave ouvrier ne pense qu'en termes de monnaie. Tant qu'il reçoit le même salaire en Livres, il pensera qu'il reçoit toujours le même salaire. La femme grognera en face de la hausse du prix du pain et de la viande conservée dont vit notre peuple, de la hausse des chaussures et des habits, mais il y a des produits qui ne hausseront qu'après les autres et tout cela se fera graduellement. Voilà pourquoi on espère bien faire « avaler » tout le processus jusqu'à ce que l'ouvrier à 4 Livres par semaine travaillera pour 3 et celui à 3 pour 2 1/2.

Si cette méthode-là échoue, et si les gens se rendent compte de ce qui se passe, il y a toujours la persuasion. On leur dira que s'ils veulent des salaires plus élevés pour recouvrer leur ancien standard-or, ils briseront le nouvel essor industriel et la chance nouvelle de réduire le chômage. Que si la persuasion échoue aussi, il reste la contrainte. Il est plus difficile de faire grève pour une augmentation des salaires-monnaie, que de faire grève contre une diminution des salaires-monnaie. Les chefs, après avoir été achetés, seront plus facilement à même de trouver comment mettre fin à la grève ou comment l'empêcher. Entretemps le *dole*, réduit à un taux de famine, n'agira pas comme un salaire minimum.

Voilà le calcul. Il est inévitable dans notre système capitaliste moderne de production industrielle, auquel de bons salaires sont essentiels et sur lequel de hauts salaires agissent comme un frein bloquant les roues.

Dans le seul discours clair et instructif prononcé pendant le récent torrent d'idioties, lord Hugh Cecil l'a exprimé nettement. Quelle que soit votre haine du capitalisme moderne, vous ne pouvez le changer en un moment et au beau milieu d'une crise. Or, en régime capitaliste, augmenter les exportations inclut une baisse des salaires réels. Des trois facteurs : travailler plus intensément, travailler plus longtemps, travailler à meilleur marché, les deux premiers ne sont élastiques qu'en régime distributiste, quand le travail de l'homme profite à cet homme et n'est pas exploité.

En régime capitaliste, la ligne de moindre résistance est de baisser les salaires.

Les plus bas ne peuvent être baissés, mais tout ce qui dépasse, mettons 3 Livres par semaine, peut être baissé si la Livre ne descend pas à moins de, disons 15 shellings. Il y aura également place pour une réglementation d'Etat générale des salaires et un nouveau grand pas sera fait vers la société stable appelée Etat servil, c'est-à-dire une société dans laquelle les pauvres sont obligés de travailler pour les riches, Etat servil vers lequel tend notre société instable.

Pourquoi des élections immédiates ?

Une vive bataille s'est livrée ces jours-ci entre deux écoles bien distinctes, divisant les intérêts financiers qui nous gouvernent.

L'une école demandait des élections immédiates ; l'autre insistait pour qu'il n'y eut pas d'élections d'ici longtemps — au moins plusieurs mois — et au plus tôt après le prochain budget de 1932, et même beaucoup plus tard encore, dans quelque chose comme deux ans.

Les deux écoles visent le même objectif, mais elles s'opposent diamétralement sur les meilleurs moyens d'atteindre ce but commun. Toutes les deux sont préoccupées d'aggraver le moins possible la situation financière très sérieuse dans laquelle est tombée l'Angleterre. Ce qui aggraverait le plus cette situation déjà suffisamment dangereuse, serait de donner aux étrangers l'impression que l'opinion publique pourrait remettre à plus tard, ou même refuser, les grands sacrifices qui s'imposent. Il ne peut évidemment y avoir qu'une opposition violente contre ces sacrifices, et des jugements sévères portés contre les misérables marionnettes politiciennes qui détiennent le pouvoir nominal.

L'une école de financiers, de chefs de trusts et de propriétaires de journaux, était convaincue que reculer l'expression de cette opposition, telle qu'elle apparaîtra dans les meetings électoraux, dans les questions posées aux candidats, etc., serait la voie la plus sûre. Ses tenants étaient partisans d'attendre, tout comme une partie d'entre eux étaient pour une politique d'attente lors du dépôt du budget, il y a six mois. Ils prétendaient que le moment était mal choisi pour déchaîner les passions et qu'à remettre l'occasion dangereuse, elle en deviendrait peut-être moins dangereuse.

L'autre école de magnats financiers faisait exactement le raisonnement inverse. Pour eux, la masse du peuple ne se rendait pas encore compte de ce qui s'était passé, et pourrait encore être facilement menée. Les gens voteraient encore comme d'habitude, d'après le programme fixé officiellement entre eux par les politiciens, car les prix ont à peine commencé à hausser. Voilà pourquoi une élection très prochaine, bien qu'accompagnée d'une vive expression de mécontentement, donnerait un gouvernement qui pourrait prétendre, d'après la vieille phraseologie parlementaire de « représentation », qu'il a un « mandat populaire » pour tous sacrifices à demander dans le futur immédiat. Il n'y aurait alors aucun besoin de troubler encore l'opinion étrangère d'ici de nombreuses années, du moins en ce qui concerne l'expression formelle du mécontentement dans les assemblées.

Côte à côte avec ces arguments, il y avait une autre série de raisons intimement liées à eux, mais employés plutôt par les capitalistes industriels que par les banquiers.

Il faut baisser les salaires réels. C'est là tout l'avantage supposé découler de la dépréciation de notre monnaie. L'homme touchant 4 Livres par semaine ne recevra plus en valeur d'achat que ce que recevait celui qui touchait 3 Livres avant la chute du *Sterling* (dans notre hypothèse d'une Livre à 15 shellings). Aux résultats déjà mentionnés plus haut — diminution du prix de revient, reprise industrielle, exportation — il faut ajouter l'avantage politique d'un chômage largement réduit et d'une activité générale dans le commerce intérieur et extérieur qui aura un grand effet psychologique. Mais cet avantage dépendra strictement du pouvoir de maintenir les bas salaires, ou, pour le dire brutalement, d'appauvrir l'ouvrier.

ICI, de nouveau, les deux écoles apparaissent, ayant le même objectif — mitiger l'expression du mécontentement contre la diminution des salaires réels — mais s'opposant quant à la meilleure méthode à employer. L'une école voulait remettre les élections indéfiniment, espérant qu'un temps très long accoutumerait les gens au nouveau train de vie plus restreint. Quand alors il y aurait élections, il n'y aurait plus d'explosion de colère et plus de

danger de revendications violentes pour une hausse des salaires. L'autre école demandait des élections immédiates, prétendant que la masse du peuple ne se rendait pas encore compte du fait que les salaires réels allaient être baissés, parce que les prix de détail n'ont pas encore haussés sérieusement. L'homme à 4 Livres par semaine penserait toujours, si on votait de suite, qu'il reçoit la même chose qu'auparavant. Et bien que les classes directement affectées par les nouvelles économies — particulièrement les chômeurs — seraient en colère, la masse des travailleurs recevant leurs anciens salaires-monnaie seraient trompés. On disait que chaque jour qui passe augmente la chance de les voir devenir conscient de ce qui arrive, et augmente donc le danger de leur opposition active et la menace d'être obligés de ramener les salaires réels aux taux d'avant la chute de la Livre, c'est-à-dire le danger d'avoir à payer de plus hauts salaires-monnaie. Tous les avantages d'une monnaie dépréciée seraient perdus.

* * *

Sur la scène, il y a souvent une action secondaire, subsidiaire à l'intrigue principale, comme les épisodes drôles dans les tragédies de Shakespeare où le flirt de Méphistophélès avec la vieille gouvernante de Faust. Ainsi dans le théâtre de marionnettes à Westminster il y eut une querelle absurde sur des intérêts personnels pendant que le grand et réel conflit entre les deux écoles se vidait. Les politiciens professionnels se démenèrent et disputèrent comme des crabes dans un panier, tergiversant et changeant suivant que Jack croyait que cette combinaison-ci, et que Tom pensait que cette combinaison-là, lui donnerait plus de chance de « toucher » ou de se mettre en évidence demain. Evidemment, la presse officielle ne parla que de cela. Mais tous ceux qui, en cette heure grave, sont intéressés par les faits négligeront les idioties pour fixer leur attention sur les réalités. Le sort du pays pourrait dépendre de la question de savoir à laquelle des deux écoles, qui divisent les plutocrates qui sont nos maîtres réels, l'avenir donnera raison. S'il y a une explosion de colère au cours d'élections prochaines, l'école qui prêchait la remise aura eu raison car une protestation populaire violemment soutenue effrayera l'opinion étrangère... dont dépend une monnaie instable. Que si pendant ces élections prochaines tout se passe doucement, ou assez doucement pour empêcher l'opinion étrangère de s'émouvoir, c'est la deuxième école qui aura eu raison.

Quant à faire accepter par la masse des Anglais de baisser leur train de vie, l'effet ne sera pas seulement une simple diminution des salaires réels en proportion de la dévaluation de la Livre. Les salaires seront partiellement subsidiés aux dépens des petits et des moyens détenteurs de capital. Les lois sur les loyers ont longtemps illustré cela, surtout à la campagne. Si le blé coûte 20 et 25 % de plus dans la monnaie nouvelle que dans l'ancienne, le meunier, et le boulanger, et le revendeur, seront forcés de supporter une partie de la différence, et pour le salarié le pain ne semblera augmenté que de 10 ou 12 %. Et si la masse des salariés ne souffre que d'une hausse modérée et progressive dans les nécessités de la vie, il est possible qu'on l'amènera insensiblement à mener un train de vie moindre avec tous les avantages que comporte pareille diminution, pour l'industrie et pour l'exportation.

Il y aura évidemment une protestation énergique de la part de tous les salariés atteints directement même avec la monnaie nouvelle : les employés des postes, la police, les fonctionnaires, etc. Aussi de la part des chômeurs et de ceux pour qui un chômage futur est une menace toujours présente.

Mais tous ceux-là réunis ne forment qu'une fraction du corps électoral, et même si les élections avaient la tradition et l'habitude d'user du vote pour des résultats pratiques (ce qu'elles n'ont pas) pour qui devraient-ils voter, ces mécontents, pour obtenir l'effet souhaité? S'ils ne votent pas pour le conservateur M. Humburg, il leur faut voter pour le démocrate M. Cheatem, ou, dans les cas d'extrême audace pour ce courageux révolutionnaire M. Diddleton, le troisième candidat. Il n'y a que trois machines. Toutes sont contrôlées par les politiciens professionnels et chacune est, pour cela, aussi méprisable et aussi inutile pour toute expression réelle de la volonté populaire, que l'autre.

Voilà pourquoi ceux dont l'opinion prévaut — les chefs de trusts, les propriétaires de journaux et les financiers qui voulaient des élections prochaines — espèrent fermement que le nouveau Parlement sera aussi officiel que l'ancien et que l'opinion étrangère

pourra en être impressionnée favorablement. Si cette conviction s'affirme justifiée, la Livre Sterling sera stabilisée plus rapidement et au cours le moins bas; les prix de revient et les prix de transport seront baissés, les importations diminueront, les exportations augmenteront et il y aura moins de chômage.

Si cette conviction se démontre injustifiée et fautive, nous aurons un état de choses tout opposé, c'est-à-dire : le désastre.

HILAIRE BELLOC.

Les origines de l'Eucharistie

Au centre de la vie chrétienne resplendit l'Eucharistie, ultime mystère de l'humanité du Christ.

Gloire de l'Hostie! Les clochers de village l'épandent sur les champs où mûrissent les récoltes de ce monde; nos cathédrales l'enveloppent comme dans les plis d'un manteau. L'Hostie est l'étoile, plus brillante de nos jours, qui conduit au christianisme la jeunesse, la science, l'art, et tous ceux en qui l'âme palpite.

Faut-il s'étonner de voir les historiens religieux ennemis du catholicisme attaquer celui-ci sur le point précis du dogme eucharistique? Sans doute, ils sont rares ceux qui reprochent encore à l'Eglise contemporaine d'avoir dénaturé les croyances des premiers siècles; c'est toute l'Eglise, nous avec les convertis de saint Paul, même avec la communauté apostolique de Jérusalem, qu'on accuse de naïveté. Nous aurions prêté au Christ de l'histoire des intentions conformes à nos désirs mystiques, irréalisables; pourquoi et comment un homme aurait-il jamais imaginé ce mystère formidable et absurde de sa propre Présence, rendue invisible, éternelle, divine en un mot, sous un morceau de pain? Si vous voulez sauver le christianisme, nous dit-on, jetez du lest, tous les mythes; et l'Eucharistie en est le plus irrecevable.

* * *

Qu'on lise l'histoire de cette guerre intellectuelle, menée contre le christianisme, dans l'ouvrage publié très récemment par M. Werner Goossens sous le titre : *Les Origines de l'Eucharistie, sacrement et sacrifice* (1). M. Goossens est un jeune maître en théologie de l'Université de Louvain. Sur l'invitation autorisée de M. le chanoine Van Crombrughe et comptant, avec raison, sur l'appui de ses maîtres de l'Université catholique, spécialement sur celui de M. J. Coppens, il n'a pas reculé devant une tâche qui requerrait érudition, sagacité, clarté de jugement et persévérance peu communes.

M. Goossens a commencé par suivre les chassés-croisés des opinions modernes touchant les origines du sacrement, mystère, ou sacrifice de l'Eucharistie. Cela fait, une exégèse serrée nous permet de contrôler nous-mêmes tous les éléments positifs du problème. Il s'agit ensuite, envisageant les choses du point de vue apologetique, de remettre dans un jour favorable la manière de voir traditionnelle. L'Eucharistie est née de la volonté du Christ, l'Homme-Dieu qui a daigné se survivre ici-bas pour la consolation des *siens*. Telle est la thèse chrétienne, une nouvelle fois éclairée, une nouvelle fois lucidement établie.

Rajeunissement perpétuel de la science ecclésiastique, dans un rajeunissement de vie et le rayonnement de la pratique chrétienne. Autrefois, il suffisait d'un adversaire pour ébranler, je veux dire en apparence, les colonnes de l'Eglise, et un seul apologiste les

(1) Gembloux, Duculot, et Paris, Beauchesne, 1931. Prix : 50 fr.

soutenait. Aujourd'hui, les attaques se mènent massives, dans un poudroiement de livres et d'articles de toute venue et de toute valeur. Les efforts des apologistes modernes s'éparpillent de la même façon : parfois, l'un d'eux se lève, regarde au loin, dresse un plan et prend la tête. M. Goossens est de ces vaillants.

Nos adversaires ont travaillé à l'aide des analogies fournies par les religions païennes. Ils affirmaient que l'Eucharistie chrétienne, puisqu'elle ressemble à certaines institutions païennes, n'est qu'un succédané, une imitation postérieure de celles-ci. Ils oublièrent que toute création religieuse, fût-elle divine ou simplement humaine, produit, à quelque degré, une impression de déjà vu. La vraie religion ne doit point s'écarter diamétralement des fausses. Celles-ci partagent avec elle le privilège ou la tare de s'appuyer sur de l'humain. Virginité, union, solitude, symbolique se retrouvent partout, et le Tout-Puissant traite toujours les hommes en hommes. Ce sont là vérités banales, dont il faut pourtant se pénétrer avant d'aborder le problème religieux sous l'angle des comparaisons.

On a découvert les principales ressemblances entre le christianisme et les religions païennes dans les « Mystères ». La mort et la vie impressionnent trop vivement les hommes pour que ceux-ci, dans leurs premiers efforts de réflexion, ou aux époques troublées, lorsque l'existence se dénude à nouveau sous des regards désenchantés, n'aient pas attaché à leurs dieux ou leurs déesses des mythes de renouveau ou de survie. Décorés du titre, très immérité, comme M. Goossens le démontre avec beaucoup de science et de patience, de dieux mourants et ressuscitants, Osiris, Dionysos, Attis ou Mithra ont été comparés au Christ; on relevait en même temps dans leurs cultes comme des essais de repas sacramentels. Il y a par exemple, dans le culte de Mithra, — et je choisis à dessein l'analogie qui me paraît la plus frappante, — un repas sacré auquel les mystes participent, où l'on distribue aux convives du pain rompu et un cratère d'eau. Nous pouvons encore imaginer, grâce à l'apologiste saint Justin, l'impression produite sur les chrétiens par cette similitude. Il leur semblaient que les démons étaient intervenus dans le paganisme, et qu'ils avaient contrefait par avance les cérémonies chrétiennes. Il n'est peut-être pas nécessaire de prendre les choses tellement au tragique. Si on étudie toute l'évolution de la religion de Mithra, on perçoit encore aisément les raisons et les origines du repas sacré; sa ressemblance avec l'Eucharistie est purement fortuite, extérieure, une de ces convergences inévitables lorsque le nombre d'issues est fort limité.

Ayant considéré tout à l'aise chacune des analogies, M. Goossens peut conclure : « Bref, à mesure que l'on a étudié de plus près l'histoire religieuse de l'Empire, il est apparu davantage que l'Eucharistie n'est pas le fait d'emprunts, ni l'aboutissement d'une longue évolution de croyances, ni l'achèvement des cultes à mystères. Il y a tout au plus lieu d'affirmer que dans l'ambiance créée par les religions orientales, la prédication de l'Eucharistie, sacrement et mystère, a pu trouver quelque préparation lointaine et quelques fragiles appuis ».

Il n'existait sûrement pas, dans les religions païennes antérieures au christianisme, quelque chose qui ressemblât étonnamment à l'Eucharistie. Il faut bien que quelqu'un, dans le monde chrétien, ait fait du neuf, de l'original. Pour un certain nombre d'auteurs, on peut encore désigner l'homme à qui s'en prendre : c'est saint Paul. Lui seul était capable d'entourer une institution primitive très simple, la reproduction du dernier repas de Jésus avec ses disciples, d'un mythe qui l'enrichirait d'éléments de valeur empruntés, après décantation et adaptation, aux diverses religions à mystères. L'hypothèse est séduisante pour qui raisonne dans l'abstrait. Elle permet à certains esprits de donner la mesure

de leur ingéniosité. Concrètement, elle est insoutenable. Les institutions religieuses ne naissent pas ainsi. Il est incompréhensible que Paul, le Juif tarsiote, helléniste si l'on veut, mais resté si Juif sous une couche de formules grecques, ait modifié à ce point un rite chrétien, à côté des apôtres, sous leurs yeux, recherchant, exigeant leur approbation, et au surplus inconscient de la besogne qu'il faisait.

L'Eucharistie chrétienne, telle que nous la connaissons par les épîtres pauliniennes, existait avant saint Paul. Le témoignage de l'évangéliste saint Marc en est encore une garantie suffisante.

Mais ne faudrait-il point rejeter sur la communauté primitive de Jérusalem la responsabilité d'une transformation profonde des intentions de Jésus? Voici comment on présente assez souvent l'hypothèse. Dans leurs repas communs, les premiers chrétiens, après la Pentecôte, restaient saisis du sentiment de la présence de Jésus; ils se souvenaient en même temps du repas d'adieu où le Maître les avait réunis une dernière fois, la veille de sa mort; ils reproduisaient les gestes, répétaient les paroles qui les avaient si fortement impressionnés, quand il leur avait distribué le pain et la coupe. Sous l'influence des préoccupations du moment, un rite se créa avec caractère commémoratif, sacramentel et mystérieux.

De nouveau, les imaginations des savants ne s'accrochent à aucun document bien clair et sont livrées à leur caprice. Comme solution d'un problème historique, ils nous offrent un pis aller, dont on se contenterait faute de mieux. Or, le Christ, pensant et agissant au grand jour de l'histoire, est à notre portée et ce n'est que par un autre caprice qu'on le déclare insaisissable dans la réalité. Comme il arrive assez souvent, la critique gagnerait à comparer l'une à l'autre, dans la totalité de leur vraisemblance, les diverses solutions abstraitement possibles du problème des origines; au lieu de cela, elle s'opiniâtre à les considérer à part et, qui pis est, ne tient nullement la balance égale entre elles, confiante à l'excès dans ses constructions sans garantie, défilant jusqu'à l'injustice vis-à-vis des documents évangéliques.

M. Goossens, nommé professeur de Théologie dogmatique au Grand Séminaire de Gand, où il va occuper la chaire illustrée par M. Van Crombrughe, se retrouvera plus d'une fois en face du problème qu'il effleure à la fin de son ouvrage. Il aura donc l'occasion de nous dire, plus en détail, les conditions théologiques, historiques et psychologiques des institutions religieuses du Christ. Ce faisant, il couronnera dignement un monument apologétique des plus importants.

LUCIEN CERFAUX,
Pr. fesseur à l'Université de Louvain.

La Société Médicale Belge de Saint-Luc a l'honneur de vous inviter à la retraite ouverte qu'elle organise pour les messieurs appartenant aux carrières libérales et aux professions intellectuelles similaires, les lundi, mardi et mercredi 12, 13 et 14 octobre, à 20 h. 1/2, rue Brialmont, 11, Porte de Schaarbeek, à Bruxelles.

Le jeudi 15 octobre, à 7 h. 1/2, messe de clôture, avec allocution de M. l'abbé J. Leclercq.

Orateur : M. L'ABBÉ JACQUES LECLERCO, docteur en Droit et en Philosophie, professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Institut Saint-Louis.

Sujet : Le Laïcisme des Intellectuels.

Le secrétaire général : Dr Goedseels; le président : Dr Wibo, 306, avenue Louise.

La retraite est réservée aux messieurs.

Moscou! (1)

Il faut lire à propos des formes religieuses de l'exercice du pouvoir en Russie, l'excellent chapitre de Béraud « La mystique du Parti ».

On connaît la vaine tentative de conserver la dépouille de Lénine dans son apparence de vie. Depuis lors, cette sinistre idole fut brûlée et les cendres du grand homme sont enfermées dans l'urne traditionnelle. Le mausolée est splendide et froid. Il est gardé par des soldats rouges, arme au poing.

On connaît aussi l'orgueilleuse agonie du révolutionnaire, la légende qui circulait à son propos dans les campagnes : « qu'il avait déterré l'épée du Terrible ».

« Son nom pesait d'un tel poids sur l'Empire après sa mort, qu'il régna encore de son lit funéraire. » Cette phrase de Lamartine sur Pierre le Grand est combien opportune en exergue du chapitre de Béraud sur « Lénine mort et présent ».

Sa déification, Lénine l'avait prévue, mais ne se faisait aucune illusion sur sa véritable importance. Voici, comment, dans son livre *L'Etat et la Révolution* il parle du sort réservé, après leur mort aux grands perturbateurs et révolutionnaires.

Après leur mort, on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une auréole de gloire pour la consolation des classes opprimées et pour leur duperie, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émonse le tranchant, qu'on l'avilit.

Notons encore que les mouvements populaires prennent d'ordinaire une tournure mystique pour se développer. En remontant très avant dans l'histoire, nous verrons les révolutions se targuer de doctrines et s'affubler d'apparences religieuses. Vergniaud préconisait même l'institution d'un Carême révolutionnaire.

La religion, s'écrie-t-il, a bien ordonné un Carême pour honorer la divinité. Pourquoi la politique n'userait-elle pas d'un moyen semblable dans l'intérêt de la Patrie, pour arrêter pendant un temps la consommation des vœux.

Rappelons-nous Savonarole, les Quakers et les Puritains, la vertu républicaine de Robespierre et sa déesse Raison. Comparons Gamelin des Dieux ont soif à Djerjinski. Cromwell, quand il prit le pouvoir, s'écria : « O Seigneur, abaisse dans la poussière ceux qui veulent dépouiller le Peuple de ses libertés ».

La Révolution a le goût du sacrilège; elle en use soit pour basculer l'influence de l'autorité ecclésiastique et la discréditer, soit pour s'emparer au profit de sa politique de la puissance du rite et de la tradition sur l'âme de la foule.

* * *

Pour le régime, il y a les favorisés du régime; les conservateurs de la révolution; contre le régime, il y aura les révolutionnaires de la révolution. Pour le régime, il y a la lutte anti-religieuse « la religion est l'opium du peuple » (la religion orthodoxe, pas celle régnaute) et la disparition du clergé, l'anéantissement de sa force d'opposition qui est, à toute latitude redoutable aux innovations téméraires; contre le régime, il y a les difficultés de cette lutte.

« L'opposition est abandonnée par les sceptiques, les gens vidés, les hommes de peu de foi, les diplomates à bon marché ou tout simplement par les gens accablés de famille. Ils vont grossir le nombre des hypocrites et des cyniques qui pensent une chose et qui tout haut en disent une autre. Les uns justifient cela par « une nécessité d'Etat ». D'autres, simplement attelés au char continuent à tirer, empoisonnés pour toujours par l'impossibilité d'exprimer leur opinion dans leur propre Parti. Entretiens, Yaroslavsky et les autres fossoyeurs dressent la statistique de la « bolchévisation ». Or la véritable masse ouvrière, dans le Parti et en dehors de lui, s'éloigne intellectuellement de l'appareil, s'enferme en elle-même, se durcifie. C'est là le processus le plus menaçant, le principal, le processus décisif. » (Trotzki)

Pour le régime, il y a la propagande; contre le régime, il y a la nausée de cette propagande. Pour le régime, il y a la jeunesse dont la formation est réservée, privilège précieux; contre le régime,

il y a la tiédeur de ses convictions devenues officielles et hypocrites. Pour le régime, il y a la dictature; contre le régime, il y a les excès de cette dictature. Pour le régime, il y a la justice partielle; contre le régime, il y a les dénis de cette justice. Pour le régime, il y a toute l'armature de l'Etat, cette confusion insensée entre les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, la discipline de l'armée, la police politique, le Guépéou; contre le régime, il y a le danger de mettre ces instruments de puissance à la merci du premier ambitieux dont les poignets ne seront pas coupés avant qu'il se hisse au pouvoir; il y a le bonapartisme, selon l'expression favorite de Trotzki.

* * *

Mais tout cela nous dit-il quelle est la valeur du communisme lui-même? En quelques mots, voici : Le communisme échoua officiellement, publiquement, dans toutes les formes qu'exigeaient pareil insuccès et déclaration d'impuissance, en 1921, quand Lénine décréta la N. E. P. ou Nouvelle politique économique. C'était faire une « machine arrière », mais dont les résultats en avant, furent remarquables et presque instantanés. A l'heure présente, Staline abolit la N. E. P.; il ne restaura pas le communisme intégral, loin de là, mais une espèce de socialisme d'Etat de forme originale. On connaît assez son plan quinquennal. M. Paul van Zeeland, directeur à la Banque Nationale de Belgique, en a mis l'analyse et la critique à la portée de tous.

L'insuffisance de qualification du personnel ouvrier, les déficiences de la technique du personnel dirigeant, hâtivement formé en masse, le statut de la direction même, combien d'écueils à la réalisation des plans grandioses que le dictateur conçoit, élabore, mais n'exécute pas. L'énormité du plan, la dépendance étroite durant son exécution des marchés internationaux qui sont déprimés, et déprimés souvent par la faute même des Soviets, la ruine de leur crédit à l'étranger, combien d'écueils?

Notons encore cette appréciation de Trotzki publiée dans un journal polonais. Il est convaincu « que même quand ce plan sera réalisé, l'Union Soviétique restera encore loin des pays capitalistes, au point de vue industriel. Il dit que dans l'état actuel, la socialisation est impossible. Il aurait d'abord fallu élever le pays jusqu'au niveau des pays capitalistes ».

Trotzki a bien ainsi dénoncé le défaut capital de cette formidable tentative; un développement économique, et surtout pour employer une expression caractéristique de la verbologie du régime « un développement culturel des masses prolétariennes russes » absolument insuffisant.

Et pourtant cette appréciation semblerait unilatérale, si je ne vous disais les résultats déjà obtenus et qu'on proclame formidables.

Répondant à la requête de quatre-vingt-deux signataires d'une protestation allemande contre l'exécution des saboteurs, M. Pétroff, président de la V. O. K. S. résume l'œuvre accomplie durant les treize années de régime soviétique; il a été versé pour le développement de l'industrie 10 milliards 800,000 roubles; 26 milliards pour l'économie rurale; il a été construit 2,200 usines, 326 stations électriques et 20,000 kilomètres de voies ferrées. La production industrielle est double de celle d'avant-guerre. En 1931, l'U. R. S. S. construira pour 800,000,000 de machines agricoles; 16,000 tracteurs sont déjà sortis des usines soviétiques...

Eh bien, en toute conscience, je ne puis souscrire à cette opinion; ces résultats sont médiocres; médiocres parce qu'insuffisants en comparaison de ceux qu'auraient sans nul doute obtenus un régime capitaliste dans les mêmes circonstances. Vous le prouver serait fastidieux, mais n'oubliez pas, nous avons l'expérience de ces choses, que rien, pas même une organisation communiste, ne remplace en efficacité, l'initiative privée. Si remarquables fussent-ils, je me refuse obstinément à considérer ces résultats comme décisifs et impliquant la démonstration pratique de la supériorité du système communiste sur le nôtre; au contraire ils prouveraient son infériorité s'ils prouvaient quelque chose, mais ils ne prouvent rien ou tout au plus l'incapacité du pouvoir établi.

* * *

Hâtons-nous de dire pourtant qu'à un autre point de vue, ces résultats sont effectivement redoutables.

D'abord les résultats obtenus indiquent que les communistes sortis de l'ivresse de leur idéologie, envisagent les remèdes pratiques

(1) Voir *La Revue Catholique* du 2 octobre 1931.

à la détresse où ils sont. Lénine disait en 1921 : « Nous, bolcheviks, avons su convaincre la Russie; nous l'avons reprise aux riches pour les pauvres, aux exploiters pour les travailleurs », idéologie, phrases passionnées mais creuses. Staline écrit avec orgueil : « Nous devenons le pays de la métallurgie, de l'automobile, du tracteur et quand nous aurons assis l'U. R. S. S. sur l'automobile et le moujik sur le tracteur, que les honorables capitalistes qui se targuent de civilisation essaient de nous rattraper. Nous verrons alors quels sont les pays avancés et les pays retardataires. »

Ensuite ces résultats obtenus en plein régime communiste sont remarquables par ce seul fait. Ce régime hâtivement appliqué, comme en Russie, est si nocif à toute production qu'il est remarquable qu'ils aient été obtenus. La dictature explique pourtant bien des choses.

Enfin, ces résultats, si minimes paraissent-ils, sont un danger, et ce danger croîtra. Non seulement l'Etat soviétique s'est consolidé et sa résistance économique aux interventions hostiles est assurée, mais il est pourvu, dès à présent d'un moyen de bouleversement dont personne ne peut se dissimuler l'efficacité.

* * *

Il y a beaucoup à dire encore. Pesez la richesse naturelle de cet immense empire; le fait qu'il constitue, à peu de chose près, un cycle économique fermé; l'utilisation par un Etat de cette force et de cette étendue des méthodes les plus modernes du capitalisme; la collaboration de l'Amérique et de l'Allemagne à son édification socialiste.

D'autre part, évaluez les risques de la collectivisation de la campagne, entreprise phénoménale que les Soviets poursuivent avec passion par tous les moyens de droit et par ceux qui ne le sont pas, entreprise qu'ils semblent avoir réussie, mais la dernière carte n'est pas jouée; et surtout les maux du régime, les vices congénitaux et qui paraissent absolument irréductibles : inertie, anémie de l'initiative, bureaucratie, gabegie. Ces chancres cancéreux auxquels le régime livre une bataille forcenée et toujours indéfinie auront-ils raison ou non de sa santé? Sa cuirasse d'acier est impuissante à la protéger de ces maux intimes, de ces périls mortels à longue et lente échéance.

* * *

Il semble que le problème capital que devra résoudre l'organisation communiste avant d'obtenir des résultats satisfaisants, soit celui de la direction, et celui de la direction est celui du sort des intellectuels en Russie.

On se doute de l'effrayant déficit d'intelligence dans ce pays ravagé par une guerre civile sauvage. Voici la statistique des fusillades qu'on admet communément : 28 évêques, 1,219 prêtres, 6,000 instituteurs, 9,000 médecins, 54,000 officiers, 12,900 propriétaires, 355,000 intellectuels de tout ordre puis des soldats, des ouvriers et des paysans qui furent exterminés par millions peut-être. Les intellectuels, comme on voit ne furent pas épargnés. Bien au contraire. Si l'on tient compte des 400,000 intellectuels, ou du moins citoyens instruits, qui émigrèrent, on comprend que la pénurie de dirigeants est le plus grave obstacle à la réalisation des plans grandioses du pouvoir actuel.

En Russie, il manque toujours des ingénieurs, des techniciens, des spécialistes de tout grade.

Tout d'abord, au début du communisme, l'intellectuel était suspect et ne se déclarait pas, les écoles fermées, les moyens insuffisants, bien des circonstances empêchèrent la classe de se renouveler. Puis au moment où le pouvoir actuel en eut un urgent besoin, on intenta des procès retentissants destinés à échauffer l'opinion publique et impressionner l'opposition qu'on chargea d'accusations fantaisistes (Menchéviks, Ramzine, etc.). Ces procédés ne rassurèrent personne. D'ailleurs, on ne fabrique pas des techniciens et des dirigeants en série. Quoique l'enseignement soit gratuit, les subventions sont insuffisantes. L'étudiant doit continuer un travail manuel qui devient vite encombrant. Le corps professoral est de qualité nettement inférieure. Enfin on ne recrute les étudiants que dans le prolétariat, en ne tenant pas compte de l'influence de l'hérédité et de l'importance de la tradition dans le développement intellectuel d'une nation. On ne fait pas ainsi d'urgence une classe d'élite de rechange.

Encore une fois, comme dans toutes leurs réalisations, les Soviets

semblent imiter grossièrement les procédés capitalistes et vouloir en obtenir des résultats décisifs du premier coup. Mais on ne peut que hausser les épaules à la vue de tentatives aussi sincères que présomptueuses.

Nous rencontrâmes, à Moscou, un étudiant en médecine qui ne se doutait pas de l'existence de la Belgique. Petit fait sans importance mais qui indique le niveau de la culture générale dans les universités ou fameux Technicums soviétiques.

D'ailleurs ce fait est instructif à un autre point de vue. Il faudra, coûte que coûte, en régime communiste faire la distinction entre travailleur manuel et intellectuel. Au temps du communisme intégral, la doctrine prévalut de l'équivalence exacte des deux travaux. Les purs, aujourd'hui même, affirment encore que le travailleur intellectuel n'a droit ni à des conditions d'existence meilleures, ni à une rémunération spéciale, ni même à plus de considération. Evidemment, l'application de pareilles doctrines ne fut pas possible très longtemps. Sitôt que le pays voulut sortir de conditions presque animales de vie, il dut recourir aux offices de dirigeants et faire la distinction inéluctable. A ce propos, les récentes instructions de Staline sont nettes et formelles. Il prescrit à l'égard des techniciens et des spécialistes industriels, « une politique d'attention et de soin ».

L'intellectuel, dont le concours est indispensable à toute édification même socialiste, sera mieux rémunéré, sera supérieur en fait et en droit, ou ne sera pas. Voilà la leçon qu'on peut retirer de la tentative communiste russe. On peut supprimer le capital, la propriété immobilière, la rente, le bénéfice industriel, on ne pourra jamais supprimer la hiérarchie des valeurs spirituelles, au contraire, une véritable société communiste devra s'établir sur elle.

Mais tout l'effort du pouvoir tend à neutraliser cette influence.

Il faut que les intellectuels, dont la collaboration d'ensemble est indispensable, ne soient, chacun séparément, qu'un infime rouage de l'organisme : un rouage dont l'utilité est nulle sinon dans l'organisme.

C'est pourquoi il n'y a plus d'universités dont la dénomination même indique la tendance de culture générale. Il n'y a plus en Russie que des « Technicums » où les aspirants médecins apprennent la médecine et les mécaniciens, la mécanique la plus spécialisée et ne se soucient ni de la Belgique, ni de l'histoire, ni de la morale humaine.

(A suivre.)

FRANZ DE VOGHEL.

Le romantisme⁽¹⁾

VI

Le réalisme, le symbolisme.

Vers 1840, le romantisme est en train de se désagréger. Pour les causes que nous savons. Mais le romantisme, ne craignons pas de rappeler cette notion de toute première importance, est beaucoup plus qu'une école : un état d'esprit, un état de sensibilité, une atmosphère. De là son prolongement, ses incarnations protéiformes.

Si nous le prenons dans le sens étroit et limité d'une école littéraire, nous aurons à noter qu'il renfermait en soi les germes de la réaction dont il fut l'objet à partir de 1840 environ, mais aussi de la réaction contre la réaction : germe du Parnasse, du réalisme; germe du symbolisme.

L'art pour l'art, le Parnasse est une réaction contre la facilité, l'improvisation romantique, contre la forme lâchée, le verbe prolixe, contre la manie de se raconter à tout venant et d'étaler sur un plateau les morceaux de son cœur; mais c'est aussi un renouement, après la désillusion politique : la tour d'ivoire. Cependant il est visible que la doctrine de l'art est incluse dans les idées et

(1) Voir la Revue catholique des 11, 18, 25 septembre et 2 octobre.

les théories littéraires du romantisme : celui-ci n'a-t-il pas réintégré l'idée d'art dans la littérature, dans la poésie? n'a-t-il pas répudié les règles classiques pour mieux revenir aux lois esthétiques, au rythme, à l'image? N'a-t-il pas eu le culte des images et de la rime riche? et l'amour des mots? sa couleur locale, son goût de l'histoire ne mènent-ils point à l'exactitude archéologique des Parnassiens?

Ce que nous venons de dire du Parnasse en particulier, nous avons à le dire du réalisme en général. Il est le fond même de l'esprit français. Le coup de balai donné par le romantisme dans le vocabulaire, la prosodie, les règles du classicisme poussiéreux, dégénéré, a nettoyé ce fond, l'a fait complètement disparaître. Et, tout de suite, le réalisme a commencé d'absorber le romantisme. Mais il y était tout entier contenu, du moins en tant que principe littéraire. Bien que le tempérament romantique soit l'opposé du tempérament réaliste, rien ne les empêchait de cohabiter, quittes à se combattre dans le même homme, dans la même œuvre. Irons-nous jusqu'à cette affirmation : les œuvres des grands romantiques survivent dans la mesure où ce qu'elles offrent de spécifiquement romantique a pour support le réalisme. Oui, à la condition d'ajouter ceci : dans la mesure où ce réalisme et ce romantisme sont ordonnés l'un à l'autre par l'application, non pas des règles classiques, mais des principes de composition, des lois vérifiées par l'expérience et la raison, qui sont au centre du classicisme. Nous affirmons sous une autre forme que Baudelaire affirmait déjà : le classicisme, c'est l'universel; le romantisme, c'est la modernité. Or toute œuvre d'art, pour durer, doit être à la fois moderne — porter la marque de son temps — et universelle, éternellement humaine.

* * *

Ce qui caractérise l'époque du réalisme et du Parnasse, ce qui en est la philosophie, c'est le pessimisme. Le pessimisme est venu d'Allemagne, par Schopenhauer et Hartmann; au delà, sa source est dans les Indes, dans le bouddhisme, qui se hausse, pour les Parnassiens, derrière Rome et la Grèce, au rang de troisième antiquité. Mais il ne s'agit pas d'une simple influence, d'une simple mode. Le phénomène est d'une signification beaucoup plus profonde, beaucoup plus grave surtout. C'est un second accès de « mal du siècle », une nouvelle crise d'inquiétude : le « mal du siècle » objectif, transformé en une conception de la vie, une *Weltanschauung*. Conception désespérée : la vie est un mal; il serait donc un bien de l'éteindre, de faire taire une fois pour toutes « la voix sinistre des vivants ». Sans doute, ce n'est là que la thèse. L'hypothèse se résume en une attitude esthétique : la religion de l'art; en une attitude morale, qui est un retour au stoïcisme, et une attitude sociale, qui est une grande pitié pour les hommes, les peuples, les masses, les humbles, les animaux eux-mêmes, toutes les victimes collectives de la société, de la vie. L'évolution du mal romantique au pessimisme, nous la voyons s'opérer dans l'œuvre et la pensée de Vigny. Avouons que ce pessimisme hautain, froidement impersonnel, métaphysique et historique à la fois, nous émeut plus que les déclamations byroniennes ou « les chants désespérés » de Musset. Mais il nous effraie davantage, comme un symptôme inquiétant pour l'avenir de la civilisation moderne, qui doute de soi-même, se lasse de soi-même, et se suicide lentement. Quand ce pessimisme se combine au déterminisme scientifique, on comprend la nécessité d'une réaction comme celle dont le *Disciple* de Bourget marque la date.

Il s'opéra donc, de 1840 à 1880 environ, une rectification, une mise au point littéraire du romantisme. Elle maintint celui-ci dans les limites de l'observation appliquée à la vie, de la discipline appliquée à l'art, de l'exactitude en érudition, du sérieux dans le métier. Mais le romantisme est une force explosive : il arriva qu'il fit

sauter les digues réalistes, vers la fin du siècle, comme il avait fait sauter les digues classiques au début.

* * *

Le romantisme s'échappa, et par en haut, en trouant le plafond, et par en bas, en perçant le plancher.

Par en bas, et ce fut cette exagération, cette corruption du réalisme : le naturalisme de Zola et de ses disciples. La différence qui se révèle entre le réalisme d'un Balzac, d'un Flaubert, et le naturalisme de Médan, c'est qu'un double romantisme, scientifique et social, inspire ce dernier, un mysticisme matérialiste — car il en existe un, et combien virulent, le bolchevisme le démontre. Zola est un romantique par sa superstition de la science et par son apostolat humanitaire. A sa manière, il est lyrique et religieux : ses derniers romans, par exemple *Fécondité*, le révèlent. Lui aussi est atteint d'un mal du siècle dont il me semble que la série des *Trois Villes*, surtout les *Foules de Lourdes*, permet le diagnostic douloureux. Zola, c'est toute l'inquiétude sociale d'un moment où la technique, la grande industrie et le prolétariat font sentir leur poids menaçant à une civilisation qu'ils écrasent et qui doute de son propre avenir. J'y retrouve aussi le besoin que le romantique éprouvait périodiquement de s'abandonner au rythme accéléré, disharmonieux de son temps, de se fondre dans la masse en mouvement. Zola est à Hugo ce que Restif de la Bretonne est à Jean-Jacques : comparaison peut-être boiteuse. Il subissait l'attraction du gouffre panthéiste, et il avait peur de la mort.

* * *

L'échappement par en haut se fit en poésie contre le Parnasse, contre le naturalisme dans le roman et au théâtre. Il a nom : symbolisme. Le mot n'est pas clair; il est, comme le romantisme, presque impossible à définir. Aussi bien apparaît-il, lui aussi, comme un phénomène, non comme une doctrine. Ce phénomène est d'ailleurs une continuation, une reprise du romantisme. Une continuation, parce que, tout comme l'art pour l'art et le réalisme, il se trouve à l'état diffus dans le romantisme; d'ailleurs, à côté du Parnasse, il se relie directement au romantisme par un Villiers de l'Isle Adam, un Barbey d'Aureville, surtout un Baudelaire. Le symbolisme, je l'appellerais volontiers un romantisme intérieur, un romantisme qui se détache, non seulement de la politique, de l'histoire, de la science, de la sociologie, mais encore de toute réalité concrète, de tout réalisme dans l'expression. C'est un effort, un essor vers la poésie pure, comme dirait l'abbé Brémond, vers ce que les symbolistes eux-mêmes se plaisaient à nommer le haut lyrisme.

Double effort, double essor : l'inspiration, la forme.

Et d'abord quant à l'inspiration elle-même. Contre l'apparente — car elle n'est, ne pouvait être qu'apparente — impersonnalité des Parnassiens, les symbolistes retournent à la poésie personnelle, et c'est revenir au romantisme. Oui, mais d'une autre manière, moins directe, moins autobiographique, je dirais moins naïve. La psychologie a progressé depuis 1830, le culte du « moi » s'est raffiné depuis Musset. Les symbolistes affirment de nouveau qu'il n'y a point de lyrisme sans une émotion éprouvée et rendue par le poète; que nos joies et nos souffrances, nos exaltations et nos tristesses, le reflètent en nous de la nature, notre conception personnelle de la vie, de l'univers forment la source unique de tout lyrisme, de toute poésie. Loïn de se cacher derrière son œuvre, le poète doit se placer au centre de celle-ci, et se révéler par elle. Mais se révéler, ce n'est pas se raconter, comme les romantiques avaient trop accoutumé de le faire : cela n'est pas digne, ni de la poésie, ni du poète.

Se révéler, c'est se représenter. D'où l'expansion indirecte.

Ici intervient l'idée que les symbolistes se font de l'art. Comme les romantiques, ils ont une conception religieuse de la poésie et du poète; mais ils ne croient plus que celui-ci soit, un prophète et un conducteur de peuples. Comme les Parnassiens, ils ont le culte de l'art, mais ils ne l'ont plus en artisans laborieux d'un métier difficile. Le poète n'est plus un artiste assujéti à une matière dure comme du marbre, de l'ivoire ou de l'airain, mais il se crée sa forme, il la projette hors de lui. Les symbolistes ont une esthétique: elle situe la beauté dans l'empyrée, au seuil de la métaphysique et de la mysticité. Rappelons ici les *Fenêtres* de Mallarmé.

Que la vitre soit l'art, soit la mysticité...

Le réel pour eux, — et c'est par là qu'ils méritent ce nom de symbolistes — n'a d'existence que comme le reflet d'un autre monde, celui des idées; la matière n'est que la représentation de l'esprit. Il y a donc « un monde antérieur où fleurit la beauté », et c'est ce monde, cet univers — puisque tout converge vers l'unité — que le poète doit retrouver, exprimer par l'art.

Comme les romantiques, les symbolistes ont des aspirations religieuses, mais elles sont plus profondes. Beaucoup, en les suivant, retrouveront la religion traditionnelle, le catholicisme, prenant ainsi la route inverse du romantisme et revenant à ce *Génie du Christianisme* d'où il était parti, remontant de l'enfer baudelairien vers le ciel par ces voies douloureusement humaines qui donnent à ces « poètes maudits » une si grande valeur apologétique, comme le fait remarquer le R. P. Sertillanges. Ainsi, plusieurs parmi les symbolistes arriveront à se dégager peu à peu du bas romantisme, après en avoir touché le fond.

Le second effort du symbolisme se porta sur la forme, sur le vers. De quelle manière et dans quel sens? En premier lieu, une réaction contre la forme rigide et froide, parce que trop resserrée, de la poésie parnassienne, de Leconte de l'Isle surtout. La poésie parnassienne était visuelle, plastique, lourde d'images et d'érudition, réaliste. Celle du symbolisme est, en revanche, musicale :

De la musique avant toute chose...

Cette correspondance des arts est un fait d'histoire littéraire. Le romantisme avait influé sur la peinture, puis il avait à son tour subi son influence. L'école de l'art pour l'art, l'école parnassienne se met encore plus résolument sous la discipline des arts plastiques: non seulement la peinture, mais encore la sculpture, la ciselure l'orfèvrerie, la médaille. Significatifs sont alors les titres de recueils: *Emaux et camées, Stalactites, Trophées, Aux flancs du vase, Emoux bressans*. Cela va jusqu'à des transpositions d'art, comme on disait naguère. Avec le symbolisme, le vent tourne, et c'est du côté de la musique: *Romances sans paroles*. De même que la poésie parnassienne marque le point maximum de plasticité atteint par le vers français, de même la poésie symboliste marque le point maximum de musicalité: deux tendances qui sont déjà celles du romantisme, dont l'héritage se partage ici; deux tendances qui se dégagent de Baudelaire, le « poète central » du XIX^e siècle. Mais cette musicalité où nous retrouvons l'influence de la musique allemande: Beethoven, Wagner, Weber, Schubert — et du lied allemand que le romantisme, vers sa fin, avait déjà rencontré, — cette musicalité est la conséquence de ce principe fondamental pour le symbolisme: la poésie ne doit pas exprimer, elle doit suggérer. Les symbolistes ont voulu dégager la poésie de la littérature, la doter de moyens d'expression qui ne fussent qu'à elle, accessibles aux seuls initiés; ils l'ont située à une hauteur telle que le langage des hommes fût incapable de la rendre et qu'elle eût besoin d'un langage sacré. Ce fut la tentative de Mallarmé, à l'idéalisme de qui nous devons rendre hommage. Tentative désespérée :

Qu'on dise: il osa trop, mais l'audace était belle;

tentative avortée. Peut-être. Moins complètement qu'on ne le suppose, car l'influence de Mallarmé fut, non pas grande, mais profonde: elle dura encore aujourd'hui. D'ailleurs Mallarmé n'est obscur que pour ceux-là seulement qui ne se sont pas donné la peine de trouver son secret, le « bouton de lumière ». Il est même possible que l'histoire littéraire reconnaisse en lui, plus tard, un initiateur qui aura renouvelé l'expression poétique, tout comme Ronsard, Malherbe et Victor Hugo.

Mallarmé procède encore, extérieurement, du Parnasse. Ses alexandrins ont même une apparence classique. En réalité, ils n'obéissent qu'aux lois du rythme, et ce rythme est chez Mallarmé d'une importance primordiale: c'est lui qui évoque le sujet du poème, qui fait vivre l'image et dégage l'idée, lui, et non le sens grammatical des mots et de la phrase. Supprimez la versification régulière, et vous aurez le vers libre, mais le nom est mal choisi, car le rythme n'est en rien une « liberté ». Dans la poésie française, à partir de Ronsard, il y a lutte interne entre la prosodie et le rythme. Cette lutte se livre surtout dans l'alexandrin. Celui-ci est encore lâche au XVI^e siècle. Au XVII^e, il s'affermir, s'organise, se muscle, mais dans le corset de la prosodie. Au XVIII^e, il n'y a plus que la prosodie; il est vrai qu'un dégagement rythmique s'annonce de loin avec André Chénier, même avec Gilbert et Deille. Mais le corset est devenu étouffant. De ce corset, les romantiques — c'est-à-dire Hugo — dégageront le rythme. De là au vers libre il n'y a qu'une question d'audace: un trimètre romantique a beau compter douze syllabes comme un tétramètre classique; c'est pourtant un tout autre vers. Les symbolistes ont été jusqu'à l'anarchie, je veux bien le reconnaître, mais qu'une poésie française soit parfaitement concevable sans la prosodie traditionnelle, ils en ont apporté la démonstration dans leurs œuvres.

Une école ne s'explique pas seulement par elle-même, dans son cadre national, mais aussi par les influences étrangères qu'elle subit. Influence veut dire affinité. La littérature française — il suffit de regarder une carte de la France — est destinée à subir, tour à tour, l'influence du Midi: Italie, Espagne, antiquité gréco-latine, et l'influence du Nord: Allemagne, Angleterre. Or, depuis le XVIII^e siècle, le vent soufflait surtout du Nord. Le préromantisme fut anglo-mane, le romantisme germanomane. Mais ses connaissances en littérature, en philosophie, en musique et en art allemands étaient, en somme, limitées, pour ne pas dire superficielles: le romantisme cherchait outre-Rhin un décor de style gothique, un idéalisme pour étudiants, un merveilleux à l'usage de poètes et de conteurs. Ceux qu'il vénérât, en Allemagne comme des maîtres en romantisme, c'étaient des classiques — il est vrai des classiques allemands: Goethe et Schiller. La littérature anglaise se résumait, pour lui, dans le triumvirat Shakespeare, Walter Scott, Byron. Le réalisme et le Parnasse étaient trop plastiques, trop païens, trop attachés aux « choses vues » — et de volonté trop nettement anti-romantique — pour ne pas réagir contre ce germanisme: ils reviennent donc aux Grecs, reprennent le mouvement du retour à l'antique dans lequel il faut voir, tout à la fin du XVIII^e siècle, une réaction contre le préromantisme, contre l'influence anglaise, le brouillard ossianesque et la romance « troubadour ». André Chénier trouve dans les Parnassiens, auxquels il convient d'ajouter Vigny, ses disciples posthumes. Cependant, l'influence allemande n'est pas coupée; elle est même très forte en deux autres domaines: les sciences historiques et la philosophie. C'est par là, indirectement, qu'elle se fait sentir dans la poésie parnassienne. Il n'en reste pas moins vrai que le moment où la poésie du romantisme allemand et la poésie française se sont le plus rapprochées, c'est le moment du symbolisme. Le lien qui rattache celui-ci au romantisme français, c'est le romantisme allemand, avec sa subjectivité, sa mysticité, son

introspection et sa tendance, précisément, au symbole. Novalis doit être cité ici. Et Wagner.

La littérature européenne en est alors à ce point où, même quand elle se présente comme réaliste, elle est pénétrée de préoccupations sociales, morales, esthétiques et religieuses. C'est le cas, en Angleterre, de Georges Eliot, en Italie, des véristes, en Allemagne, de Sudermann et de Gerhardt Hauptmann. Le cas du roman russe. Le cas d'Ibsen et du théâtre scandinave. Et voici Ruskin avec la « religion de la beauté ». Et voici les préraphaélites avec le goût sentimental pour ces renaissants raffinés qu'on nomme, à faux, « les primitifs ». En dehors de la France, il se forme une littérature européenne. Ce mouvement est contemporain du symbolisme, et il influe sur lui. On ne comprendrait point le symbolisme sans lui. Les influences étrangères achèvent de chasser le naturalisme du roman; elles pénètrent la poésie d'un néo-christianisme qui remet au premier plan l'inspiration religieuse, l'inquiétude morale, le socialisme esthétique. Alors on voit reparaître chez les poètes, même les plus individualistes, les plus ésotériques, le besoin, le désir de reprendre contact avec les masses, de rejouer le rôle, sinon de conducteurs, du moins d'éducateurs. La formule « art social » est née. Et tout cela, c'est une autre forme du romantisme, une autre forme du « mal du siècle ».

Jamais non plus les étrangers ne furent aussi nombreux dans la poésie, dans la littérature française elle-même. Le symbolisme coïncide avec le réveil des lettres en Belgique; mieux, il le provoque: Maeterlinck, Rodenbach, Verhaeren sont alors des noms importants. Mais il en est d'autres, qui sonnent flamand, anglais, américain, slave, judéo-germain. Les « métèques », diront bientôt les nationalistes, car nous arrivons au moment où l'affaire Dreyfus déterminera, dans toute une partie des lettrés et de la jeunesse, la plus forte réaction qui se soit produite contre le romantisme.

Le symbolisme aboutit, en effet, à une extrême confusion. Multiplication des cénacles, des chapelles, avec leurs revues éphémères et leurs inévitables manifestes, leurs étiquettes qui se terminent invariablement en « isme ». Car le symbolisme se décompose en soi-même. Après lui, il n'y aura plus d'école qui mérite encore ce nom, plus même de poésie.

Qu'est devenu à ce moment l'individualisme romantique? Il est devenu conscient, presque scientifique. Il possède maintenant des instruments perfectionnés d'introspection, d'analyse, qu'ignoraient un René, un Obermann. Sa perversité a le sang chaud, mais la tête froide. Le « culte du moi » dont le jeune Barrès nous apprend la méthode, les rites et l'exégèse, aurait marqué un point de dégénérescence, si Barrès lui-même n'avait pas su réveiller en lui les énergies salvatrices — la terre et les morts — auxquelles son « moi » tenait par de vivantes racines. Mais depuis, *Sous l'Œil des Barbares*, nous avons connu mieux: le cas de Gide, le cas de Proust, celui de Cocteau, la psychanalyse. Ces phénomènes me paraissent le dernier avatar de l'individualisme romantique, la marche la plus basse de l'escalier, avant l'impuissance finale, et le néant.

Reconnaissons toutefois, pour en terminer avec le symbolisme, qu'il a produit les plus grands poètes lyriques de la littérature française, après ceux de 1830, et peut-être les plus profondément, douloureusement humains: Verlaine, Mallarmé, Rimbaud et, leur maître à tous, Baudelaire, ont, si l'on veut, moins d'ampleur, jouent sur des orgues moins étendues, moins sonores que Victor Hugo. Pourtant, ils nous touchent davantage. Notre inquiétude contemporaine, ils l'ont, me semble-t-il, mieux exprimée. Mais il me semble aussi qu'ils ont épuisé, pour un temps du moins, le lyrisme français, le lyrisme romantique.

(La fin au prochain numéro.)

GONZAGUE DE REYNOLD.
Professeur à l'Université de Berne
Membre suisse à la Commission de Coopération
intellectuelle à la S. D. N.

Les livres et la vie

Vingt leçons sur les Beaux-Arts (I)

Ce n'est un secret pour personne qu'Alain, professeur à Henri IV, est dans la noble Université regardé avec une méfiance où point à peine l'admiration. Que voulez-vous faire de ce maître qui, sans se tenir pour satisfait de gorger quelques bons élèves en vue des futurs examens, se mêle d'avoir des disciples — et des disciples tumultueux! Pensez... un homme qui attire des étrangers à son cours, qui laisse envahir le lycée par des gens de lettres et déclare sans sourciller: « *Donnez moi le meilleur des manuels, réellement je n'y comprends rien!* »

Que l'alma mater se rassure... Alain n'enseignera plus qu'un an; voici que bientôt, lui qu'on imagine toujours vert, il sera frappé par la retraite. Quel déteinte pour le professeur! Quelle sécurité pour l'administration que d'être enfin débarrassée de ce professeur indiscipliné qui avoue sans rougir de honte: « *Je ne veux pas mutiler, je veux aider et délivrer.* »

En attendant, on l'a prié ne plus admettre « d'auditeurs libres », de « faire un cours » et de s'en tenir « au programme »... Pendant ce temps-là, M. Bouglé se donne des allures scientifiques et l'insignifiant M. Delacroix enseigne à sa guise la philosophie. Alain est toujours au lycée. Comme à Bergson on a su lui interdire de franchir les portes du temple. La Sorbonne n'est pas faite pour lui. Un des « tenanciers » de la maison, M. Mornet, ne fit pas de difficultés pour reconnaître, l'an dernier, que le grand but de la Faculté était « non de former des génies, mais des travailleurs ordinaires ». Alain, au contraire, s'efforce, dans toute intelligence, d'éveiller le génie. Il veut faire réfléchir, faire voir, il invite passionnément ses auditeurs à l'attention. Il est un maître... c'est-à-dire le contraire d'un cuistre. Aussi ses plus émouvantes leçons est-il maintenant contraint de les faire dans des collèges que ne contrôle pas l'Université. Les *Vingt Leçons sur les Beaux-Arts* qu'il nous livre aujourd'hui ont été données au Collège Sévigné, du 5 novembre 1929 au 8 avril 1930. Heureux auditeurs, jeunes filles fortunées qui entendirent durant vingt heures un homme leur parler et vivre jusqu'au fond de lui ses paroles. Il ne nous reste qu'à feuilleter des pages noircies, mais du moins nous est-il permis d'imaginer le son de la voix, le feu du regard, la main saisissant un objet, et cette secrète communication que toute présence puissante et fine crée avec celles qui la côtoient... On peut même, dernière ressource pour pénétrer l'atmosphère du livre, transcrire ici ce *Propos* que cite Massis dans *Evocations* et où Alain présente lui-même la meilleure enseigne de son œuvre, celle qui aide à comprendre, à vivre. « *Quelle jeunesse allez-vous former?* demandait-il à ces messieurs de la Sorbonne. *La littérature, à mes yeux, n'est pas un jeu de liseurs; c'est une étude des idées mises en forme, des idées fortes, frappantes, réveilleuses. Il s'agit premièrement d'apprendre à lire, j'entends à relire, à méditer, à saisir toute l'idée; non pas une pensée d'avant-hier mais une pensée pour demain, dans Platon, dans Marc-Aurèle, dans Montaigne, dans Montesquieu, dans Rousseau. Deuxièmement, de former la plus brillante jeunesse à ces fortes lectures, qui supposent la discussion avec l'auteur et avec soi-même; recherches des vérités morales et des vérités sociales, semences pour chaque esprit. Et troisièmement, d'exercer toute cette jeunesse à parler et à écrire, c'est-à-dire à penser au dehors, par images justes et fortes, par raisonnements solidement noués, par analyses rigoureuses, par intuitions touchantes. Par ces moyens, les esprits réveilleront les esprits. Qui donc a la charge des choses humaines? Des gens qui savent lire et méditer sur ce qu'ils lisent,*

(1) *Vingt leçons sur les Beaux-Arts* par ALAIN (N. R. F.).

et jeter dans l'avenir tout ce qui, dans les livres du passé, est digne de vivre et capable d'éclairer. »

Outre que nous ne connaissons pas de plus belle définition, ni plus rigoureuse, de l'enseignement, ce texte, ici, a une autre valeur : il détermine aussi exactement que possible la méthode d'Alain dans ses *Vingt leçons sur les Beaux-Arts* et il rend compte de leur portée, de leur allant, de leur saveur.

Alain d'abord apprend à lire le réel, à revenir sur cette lecture, à la saisir, à l'incorporer. Dès la première leçon, ses réflexions sont pleines d'exemples. Il les veut multiples, saisissants. Il les veut familiers, vécus. Dans le dessein de dénoncer l'erreur qui consiste à attribuer à l'imagination le pouvoir de créer des perceptions effectives, il cite l'illusion, que chacun a pu éprouver, d'une lune plus haute à l'horizon qu'au zénith... Là où Alain invoque un souvenir, M. Victor Basch, par exemple, eût indiqué une référence à un livre d'esthétique allemande et post-kantienne. Pour mieux faire lire, il prend d'abord un texte simple, bien convaincu d'ailleurs, semble-t-il, que la richesse n'est pas tant dans la qualité de l'objet que dans l'acuité des yeux. Pour mieux définir, il veut faire assister ses élèves « à la naissance des arts ». A la base de son enseignement, on trouve toujours un contact vivant, et la formule de la conclusion est encore chaude de ce contact : pensée et image s'y mêlent, l'une éclairant l'autre, la seconde incarnant la première.

Ainsi, après avoir montré dans une analyse serrée, que deux éléments — force et harmonie — sont nécessaires à la beauté, il résume : « Même dans la douceur et dans la grâce, s'il n'y a pas une force grondante, nous tombons dans le charmant, dans le joli : nous perdons le beau. » C'est assez... chacun a compris; l'esprit, d'un mouvement naturel, s'est élevé de l'exemple à la conception; le processus de la lecture est achevé qui consiste à rendre intelligible ce qui, d'abord, n'était que contact par les sens.

* * *

Alain, d'ailleurs, n'est pas satisfait pour autant. Il enseigne, donc il discute — avec soi-même, avec l'auditeur. C'est peu pour lui de séduire s'il ne convainc point. Aussi revient-il sur la courbe déjà achevée d'une pensée, il reprend l'image première, en montre une face nouvelle, et, par une seconde analyse, il rejoint et précise le sens. Par ce mouvement toujours convergent, les « reprises » d'Alain ne sont jamais des répétitions ou des digressions. On ne saurait sauter deux phrases sans perdre le fil de la pensée, et cependant la phrase qu'on vient de lire ne fait que redire la précédente pour en préciser les contours : c'est tout le miracle d'un esprit qui a saisi les secrets échanges de la pensée et de la vie. « La pensée n'invente point, c'est le corps, c'est-à-dire l'action qui invente ». Il veut faire voir avec tout son corps, et pour cela il vit ses cours! D'une autre manière que Bergson, plus rigoureuse, non moins nuancée, il cherche sa voie devant les autres, il pense, sent et découvre avec eux.

Alain, enfin, entraîne à sentir, à penser. Il exige qu'on l'accompagne, qu'on participe à l'aventure. Alors sa voix se fait plus prenante, sa phrase plus riche, plus nuancée, sa main plus mobile. Il semble regarder chacun. Il semble partir comme dans un rêve, s'évader, trouver, hésiter. Une harmonie, toujours serrée, caractérise ses finales. Il se laisse aller un peu plus au pouvoir suggestif de l'image : on a compris, il n'y a plus d'inconvénient à ce qu'on sente et qu'on s'émerveille — cela donnera le goût de comprendre ! Ce troisième temps de l'enseignement est celui qui nous vaut peut-être les meilleures trouvailles d'Alain. Dense, expressive, la phrase confine aux régions de la poésie, elle ouvre une fenêtre sur le monde. Après une ample discussion sur le sens des Cérémonies et celui des arts du spectacle on trouve soudain, telle une oasis,

une remarque belle comme une source : « Il n'y a peut-être que les enfants qui sentent bien l'esprit de la fête... Est-ce d'un poète ou d'un professeur?. Avant tout, n'est-ce pas d'un homme? »

* * *

Les autres livres d'esthétique d'Alain — et en premier lieu son *Système des Beaux-Arts* — ont quelque chose de dur, de fermé. On y devine un penchant, excessif peut-être, pour le raisonnement déductif et le terme abstrait. Il semble qu'on soit saisi au point d'en être presque emprisonné. C'est trop froid, trop parfait, trop beau; cela manque un peu d'ouvertures sur le cœur humain. Une sorte de balancement des motifs contraires laisse l'esprit dans une impuissance de choisir qui, sans être un dilettantisme, ne laisse pas de l'entraver gravement. On a l'impression d'une sagesse, mais d'une sagesse qui ne conclut pas. Il semble trop souvent chez lui que tout fait ait la même valeur, tout argument une portée égale, que tout jugement soit un absolu. Or, comme le fait finement remarquer M. Etienne Borne dans un excellent *Propos sur Alain* : « Alain ne peut pas juger; dans son univers rien n'est insuffisance ». C'est précisément cette faille secrète, ce défaut soudain, ce sens du mystère qui manquent au *Système des Beaux-Arts*. Nulle part on ne débouche sur l'inconnu, on ne heurte l'irréductible. Aussi ne peut-on se tenir de craindre que le raisonnement ne tourne en rond et n'avance jamais.

Ici on peut relever des ombres. La pensée marche, hésite, s'arrête. On sent qu'il attache un autre prix qu'oratoire aux difficultés. Le mystère pointe, apparaît, reste présent et respecté. Quand il écrit : « *La vérité de l'homme par l'harmonie en l'homme, telle est la leçon de la poésie, leçon que les sages ont développée à partir de la terre* » (p. 106), on sent que s'il tient un bout de la chaîne, l'autre lui échappe. Et c'est précisément ce qui manque à plusieurs de ses analyses : reconnaître ce qu'elles n'atteignent pas, donner conscience d'une ignorance, suggérer l'approximation. Alain ou le dogmatisme où toute valeur devient relative parce que, faute d'une notion d'Être, toute valeur paraît absolue...

Si l'on voulait mieux définir ce par quoi Alain force malgré tout notre attention, il faudrait dire — toujours avec M. Etienne Borne — qu'il est « notre dernier moraliste ». Dans ces leçons où le maître reprend pour nous le processus de naissance des arts, on éprouve à chaque tournant de la pensée, que l'esthétique touche à la vie, que dans ce monde rien n'est gratuit. C'est une expérience vitale qui l'amène à écrire que « *la grandeur est toujours dans le lieu commun* », et cela vaut pour l'œuvre d'art comme pour l'action. Quand il observe : « *Par la poésie et surtout par la musique il me semble que j'ai appris à moins estimer dans les œuvres ce qui me plaît que ce qui délivre l'homme et le met en position d'homme* » sa réflexion est tout à la fois d'un philosophe, d'un critique et d'un moraliste, elle touche chez l'auditeur les puissances de l'intelligence comme celles du cœur.

Et c'est le grand mérite d'Alain, ce par quoi il nous intéresse tout d'abord : rester humain. Son style lui-même, lorsqu'il se trouve comme ici assez nourri de termes concrets, est d'une rare qualité d'évocation. Dans certaines pages, on peut dire qu'il est, quant à l'expression du monde des idées, ce que le style de Colette est à celle du monde des formes. Même volume, même clarté serène, même émouvante densité. Parfois il devient, comme la déduction, trop parfait... On sent un peu le procédé, les habiletés d'un métier sûr. Ainsi au moindre relâchement est-il impuissant à celer certaine faiblesse de la pensée, certain défaut métaphysique. C'est alors que se justifie la dure formule de M. Borne « Alain ou la pureté sans plénitude ». Peut-il y avoir plénitude là où est absent l'éternel?...

JEAN MAXENCE.

Les idées et les faits

ANGLETERRE

La crise anglaise

D'un article de M. J. Boissonnet dans le dernier numéro de la Revue des Deux Mondes, nous détachons ces extraits :

UN PRÉCÉDENT : LA GRANDE CRISE DE 1820

Pour financer les coalitions qui vinrent à bout de Napoléon I^{er}, l'Angleterre dut émettre de grandes quantités de papier-monnaie; l'inflation se manifesta avec ses conséquences inévitables, et la livre sterling-papier, qui avait cours forcé, perdit 30 % de sa valeur. Une commission étudia les moyens de la ramener au pair et rédigea un rapport resté fameux, *the Bullion Report*, dont les conclusions furent mises en pratique de février 1820 à février 1822.

De lourds impôts faisaient rentrer les billets dont une partie était détruite, ce qui déterminait la hausse de ceux laissés en circulation. En trois ans, la livre sterling fut ramenée au pair, mais la restriction des signes monétaires avait entraîné la baisse des prix, ce qui accumula d'innombrables ruines, surtout chez les agriculteurs, malgré les récoltes exceptionnellement abondantes de 1819 et 1822. Cela ne se passa pas sans quelques violences et les relations de l'époque sont pleines d'allusions aux incendies de récoltes allumés par les fermiers, ruinés à côté de leurs greniers pleins.

L'émigration et le charbon sauvèrent l'Angleterre d'une « Jacquerie généralisée ». Une partie des paysans abandonna la mère-patrie pour les Etats-Unis et le Canada, une autre partie trouva du travail dans les mines de charbon qui s'ouvraient à ce moment, puis dans les manufactures. L'effectif des agriculteurs anglais finit par ne plus représenter que 10 % de la population, contre 40 % en France et 95 % en Russie.

Juste à ce moment, les machines à vapeur étaient suffisamment perfectionnées pour entrer dans la pratique courante; le steamer, la locomotive, la machine, achetés le plus souvent en Angleterre, créaient partout des besoins de charbon toujours croissants. Pendant près d'un siècle, l'Angleterre fut le gros fournisseur de houille et de machines du monde entier. Son charbon constituait un fret d'aller très rémunérateur, qui s'échangeait dans le monde entier contre les produits locaux que l'Angleterre stockait et redistribuait après les avoir ou non transformés. Aussi la marine de commerce britannique devint-elle de loin la première du monde. L'Angleterre en arriva à acheter à l'étranger 50 % de ses vivres (80 % de son blé, 100 % de son sucre); mais elle contrôlait le commerce du charbon, des métaux, du coton, du caoutchouc, etc... La plupart des transactions mondiales se réglaient à Londres, chambre de compensation, *Clearing house*, du monde entier. La plupart des nations s'habituèrent à prendre la livre sterling comme monnaie de compte dans leurs commandes et leurs règlements à l'étranger ou en douane. Sa situation de marché central du monde et ses relations universelles donnaient à l'Angleterre des facilités incomparables pour mettre la main sur les bonnes affaires du monde entier.

La Cité redistribuait les crédits mondiaux et dominait le monde économique par la puissance et la technique de ses banques : ce qui n'était possible que grâce à la stabilité de la livre sterling et à la stabilité du régime politique.

ORIGINES DES DIFFICULTÉS ACTUELLES

Pour soutenir la grande guerre de 1914-1918, l'Angleterre dut multiplier les emprunts et émettre du papier monnaie (1,200 % de la circulation antérieure).

En 1919, le cours de la livre sterling était tombé à 3 £ 44 (dépréciation 29 %); encore la baisse avait-elle été fortement freinée par le crédit que valait à l'Angleterre son incomparable richesse. Cette baisse était cependant suffisante pour que l'étranger commençât à compter en dollars, ce qui menaçait la prééminence de la Cité et les courtages prélevés sur le commerce international :

aussi le gouvernement d'union entre les conservateurs et les libéraux, puis les conservateurs seuls (contre la coalition des libéraux et des travaillistes) appliquèrent-ils énergiquement les procédés qui avaient réussi un siècle auparavant, en repoussant par ailleurs jusqu'à l'apparence de la solidarité économique et financière instaurée entre les Alliés pendant la guerre.

La déflation poursuivie jusqu'en 1925 entraîna des difficultés sérieuses pour les mines, les industriels, les agriculteurs. En 1920, elle créa le chômage, de même que la déflation de 1822 avait chassé les agriculteurs de leurs fermes. Mais la prospérité ne se rétablit pas, bien au contraire. Tandis qu'en 1822, les agriculteurs avaient retrouvé rapidement des moyens d'existence dans les mines, dans les manufactures ou hors de la métropole, depuis 1925 les chômeurs sont précisément licenciés par les mines et les manufactures, et les émigrants sont repoussés par les pays de langue anglaise.

DONNÉES INTERNES DE LA CRISE

Pourtout, même sur le marché intérieur, l'industrie et le commerce anglais luttent difficilement contre la concurrence étrangère. La raison en est que *le prix de revient anglais est trop élevé*.

Les éléments du prix de revient sont : les matières premières, la main-d'œuvre, les frais généraux ; le premier appelle peu d'observations, mais il n'en est pas de même des autres.

Puisque l'Angleterre achète à l'étranger la plus grande partie de la nourriture nationale, il est naturel que le prix de la vie y soit assez élevé ainsi que les salaires; il en était de même avant la guerre, en période de libre échange intégral.

La défense corporative des ouvriers et employés anglais a toujours été remarquablement organisée, si bien qu'à la suite de la longue prospérité qui avait précédé la guerre, ils étaient arrivés à un *standard of living* élevé. Pendant la guerre et jusqu'en 1920, leur situation n'a cessé de s'améliorer encore. Aussi la main-d'œuvre anglaise, considérée comme bonne, a-t-elle toujours été une main-d'œuvre chère. Quand éclata la crise de 1920, les ouvriers anglais défendirent énergiquement leur *standard of living*. D'autre part, les considérations humanitaires conduisirent par la suite le gouvernement unioniste à accorder des allocations payées par un fonds de chômage alimenté par les patrons, les ouvriers occupés et le budget. Mais la démagogie de M. Lloyd George et des travaillistes, la faiblesse des conservateurs aussi, élevèrent et entretenant les allocations à un niveau tel que le rajustement des salaires qui aurait dû accompagner le redressement de la livre sterling ne se fit que dans des proportions tout à fait insuffisantes.

Depuis un an, le prix de la vie a baissé en Angleterre de 24 % environ, mais les allocations de chômage sont restées immuables. Aujourd'hui, un chômeur chargé de famille peut arriver à toucher 48 shillings par semaine (1,150 fr. par mois). Or, il est tels métiers, comme ceux de jardinier, de conducteur de tramway, etc., où on lui offre 50 shillings de salaire hebdomadaire. On comprend qu'il refuse avec indignation de travailler pour la différence, soit 2 shillings par semaine !

Si l'on songe que, de par le bon plaisir des travaillistes, un chômeur, pour être secouru, n'est plus obligé de prouver qu'il cherche du travail, et que cette corporation nouvelle comprend les gens dont le travail est intermittent ou saisonnier (personnel des stations estivales, des usines de conserves de légumes ou de poissons, joueurs de foot-ball professionnels qui ne jouent que le samedi, etc...), on comprend pourquoi le patron anglais paie en or 100, ce que les patrons français et allemands paient environ 50 et 45; on comprend également pourquoi seuls désirent travailler les spécialistes à hauts salaires.

A ce coût de la main-d'œuvre en Angleterre on est tenté de comparer les hauts salaires des ouvriers américains, encore mieux payés que leurs concurrents anglais; mais il ne faut pas perdre de vue qu'aux Etats-Unis le développement du machinisme et du travail à la tâche, la richesse des filons miniers facilement exploitables permettent une production considérable par tête d'ouvrier. D'autre part, les charges nationales et sociales sont

relativement faibles, se répartissent sur de fortes productions et la charge unitaire des frais généraux est très réduite.

Au contraire, en Angleterre, l'industrie, qui avait été si longtemps à l'avant-garde du progrès, est aujourd'hui complètement distancée. D'une façon générale, on a préféré dépenser de la houille à bon marché, la gaspiller même plutôt que de remplacer les vénérables machines à balancier et les bonnes vieilles chaudières à foyer intérieur. La consommation est souvent quatre ou cinq fois ce qu'elle est ailleurs, et le matériel de fabrication est trop fréquemment digne de figurer dans un musée rétrospectif. Les mines de houille elles-mêmes, surtout les petites installations, payant de fortes *royalties* aux propriétaires du sol, ont rarement modernisé leurs installations, les filons d'extraction économique sont épuisés, et le rendement tombe souvent à 250 tonnes par homme, alors que chez les concurrents étrangers il dépasse 500 tonnes. De ce seul fait, beaucoup de mines sont loin de boucler leurs budgets.

Par ailleurs, les charges nationales et sociales accroissent dans d'énormes proportions les frais généraux. Le budget anglais atteint maintenant 800 millions de livres sterling; il faut y ajouter la contribution patronale et ouvrière au fonds de chômage, soit 45 millions de livres, et même les emprunts autorisés du fonds de chômage ainsi que les secours municipaux, pour constater que l'activité britannique, anémiée par la crise et le chômage, supporte 900 millions de livres, soit environ 112 milliards de francs, dont plus de moitié représentent les arrérages et l'amortissement de la dette (1).

Si encore une grosse partie de cette charge écrasante se répartissait entre les droits de douane et les taxes sur la dernière transaction, les produits importés de l'étranger supporteraient leur quote part des charges britanniques, ce qui soulagerait d'autant l'industrie nationale. Mais le parti libéral, le parti travailliste sont résolument libre-échangistes, alors que les exportateurs allemands bénéficient chez eux de l'admission temporaire pour les matières premières destinées à être réexportées ainsi que de détaxes fiscales diverses.

Les droits Mac Kenna établis par les conservateurs lors de leur passage au pouvoir ne remédient que partiellement à cette situation de fait.

M. Lloyd George, au temps où il était tout-puissant, a demandé les ressources du relèvement de la livre aux impôts directs qui pèsent sur le capital ou sur la production; les conservateurs n'ont pas osé changer l'assiette de l'impôt.

Finalement, les produits anglais, dont le prix de revient est alourdi par les hauts salaires, par le gaspillage de la main-d'œuvre et du charbon, par les impôts directs, sont concurrencés, même à l'intérieur, par les produits des industriels étrangers bénéficiant de conditions normalement plus favorables et parfois favorisés par des détaxes et du dumping. Mais le bon marché des articles importés a comme contre-partie le chômage.

DONNÉES EXTERNES. — LA CRISE MONDIALE

Les causes externes sont la restriction des débouchés ouverts au commerce anglais, la crise mondiale et les difficultés de la finance anglaise.

La crise vraiment généralisée qui sévit actuellement dans le monde entier compromet donc la stabilité de la livre sterling et rend évidemment la solution de tous les problèmes anglais encore plus laborieuse.

Il paraît utile d'en rappeler ici les causes profondes.

A l'origine, il y a évidemment une accumulation de stocks. Stocks de blé au Canada et aux Etats-Unis, en Argentine, en Roumanie. Stocks de viande et de laine en Argentine et en Australie, de café au Brésil, en Angleterre, de sucre à Cuba et à Java, de caoutchouc en Angleterre, de coton aux Etats-Unis, en Angleterre, en Egypte, de cuivre et d'étain aux Etats-Unis et en Angleterre.

Quand les greniers sont pleins d'une récolte invendue, on ne sait où caser la suivante et les fermiers perdent leur capacité d'achat en machines, en automobiles, etc. A partir du moment où les automobiles se vendent moins bien, le caoutchouc s'accumule, etc. Chaque crise partielle a une répercussion sur la crise générale. Or, les crises partielles ont été fortement aggravées

(1) En excluant la Dette, le fonds d'amortissement et le Post Office, le budget anglais a augmenté depuis 1913 de quelque 300 millions de livres sterling (36 milliards de fr.) qui sont la rançon des exigences croissantes des électeurs et de la démagogie ou de la faiblesse des élus.

par la technique de certaines banques valorisant les stocks sans limiter efficacement la production.

Il semble donc que, pris de folie collective, tous les producteurs ayant développé outre mesure leur capacité, rationalisé leurs entreprises, en seraient arrivés, en tout et partout, à dépasser la capacité de saturation de la terre entière, et que les banquiers, sans s'en apercevoir, leur en auraient fourni les moyens.

Une bonne part des difficultés actuelles provient de ce que la valorisation des stocks a reculé le moment où les prix auraient dû baisser et limiter le surproduction et de ce que la généralisation des ventes à crédit a engagé l'avenir sur l'immense marché des Etats-Unis.

Mais surtout il y a une modification excessivement importante dans les conditions du marché mondial.

— Cent soixante millions de Russes sont maintenus en esclavage et réduits à une *sous-consommation lamentable*, privés de tout ce que possèdent les prolétaires des pays civilisés.

— Trois cents millions de Chinois végètent péniblement, raziés sans arrêt depuis dix ans par des révolutionnaires de tout poil, et des bandes de soldats pillards échappant à tout contrôle.

— Trois cent quarante millions d'Hindous surexcités boycottent les produits européens en général, et anglais principalement.

Il y a donc plus de 800 millions de clients qui restreignent plus ou moins volontairement leurs achats, et c'est là, sans conteste, un élément de crise considérable. Les 20 millions de chômeurs qui pâtissent en Europe et aux Etats-Unis devraient bien y voir une relation de cause à effet, et comprendre qu'un élément crucial est assurément la politique des Soviets.

Ce n'est malheureusement pas en vain que des écoles d'agitation ont été créées à Moscou. Dans les pays orientaux où d'antiques civilisations depuis longtemps stationnaires ont néanmoins conservé un amour-propre national, le réveil nationaliste contre les Européens a été facile à susciter : ces pays ont fourni aux écoles de désordre moscovites leurs meilleurs élèves, les plus intelligents, les plus convaincus, et laissé installer chez eux le désordre endémique. Grâce au désordre chinois, il y a mévente de pétrole, d'argent, de riz. C'est ainsi qu'un million et demi de tonnes de riz sont stockées en Indo-chine, alors que la Chine est affamée, et la misère des cultivateurs indochinois est un puissant levier entre les mains des Soviets. Si, grâce aux Anglais, le mal est moins grand aux Indes qu'en Chine, le boycottage organisé n'y est pas moins fort efficace et nuisible. La politique des Soviets contribue à priver de travail 20 millions de chômeurs, elle compromet le rétablissement de la prospérité mondiale et, en tout cas, le retardera longtemps. On calcule qu'en 1930, pour le monde entier, la perte de salaires due au chômage a atteint 3 à 4 milliards de livres sterling (4 à 500 milliards de fr.); et l'on se représente la restriction de débouchés qui en résulte et combien la remise en route de l'activité mondiale serait facilitée si les clients russes, chinois et hindous reparaissent en acheteurs sur le marché.

DES SOLUTIONS

Quoi qu'il en soit, ce ne sont là que des efforts sporadiques, l'élément perturbateur essentiel reste intact et à tout moment remettra en question la prospérité mondiale. C'est évidemment des Soviets qu'il s'agit. Leur code spécial, le monopole de leur commerce faussent les lois anciennes des échanges internationaux; leur propagande tend à dresser les peuples de couleur contre les nations européennes et s'exerce à cultiver à l'intérieur de celles-ci des ferment de guerre civile. Dans tous les cas, leur action est contraire à l'intérêt général, et spécialement à celui de l'Angleterre.

La disparition du régime bolchevique faciliterait grandement la tâche. Toutefois l'Angleterre ne serait pas dispensée pour autant de trouver du travail à ses 2,600,000 chômeurs et d'assurer la productivité et la sécurité de ce travail. A quoi bon créer des emplois, si les concurrents étrangers viennent offrir partout les mêmes produits à meilleur compte, ou si le travail est onéreux au point que la collectivité ne puisse le supporter?

Il faut donc se résigner à écarter les travaux spécialement destinés à occuper les chômeurs; qu'il s'agisse d'ateliers nationaux ou de nouvelles pyramides d'Egypte, des programmes proportionnés au nombre des chômeurs seraient bien plus écrasants que les allocations, car, en dernière analyse, ces programmes ajouteraient aux allocations des dépenses de machines, de matières et de frais généraux.

Pour que le travail soit assuré, il est de toute évidence que les

débouchés doivent être pareillement assurés, donc que le prix de revient ne doit pas dépasser celui des concurrents. En l'espèce, il faut agir à la fois sur :

- Les salaires;
- L'outillage des mines et des usines;
- Les frais généraux.

Enfin, la compression des frais généraux n'est possible que si l'écrasant fardeau de 900 millions de livres qui pèse sur le pays est considérablement réduit et si une quote-part aussi élevée que possible en est supportée par les produits étrangers consommés en Angleterre.

Naturellement, le régime douanier doit être assez souple pour permettre de protéger efficacement l'activité anglaise contre les nations qui pratiquent le dumping (comme l'Allemagne), ou qui, sans l'amortir ou le renouveler, exploitent le matériel laissé par un régime antérieur au moyen d'une main-d'œuvre réduite en esclavage (comme la Russie); mais il ne doit pas toutefois dépasser des limites raisonnables. Les tarifs doivent donc être nuancés suivant les pays d'origine.

L'inflation permet au contraire de faire passer les choses en douceur avant que les intéressés s'aperçoivent en général de ce qui leur arrive. Les salaires, les rentes, les retraites restent à leur niveau nominal, mais perdent progressivement leur capacité d'achat. Le résultat est acquis, comme dirait Panurge, par manière de larcin furtivement fait.

Mais alors, il faudrait renoncer à voir la livre sterling employée comme monnaie de compte à l'étranger, il faudrait renoncer à encaisser des courtages sur le commerce international. Naturellement, l'évasion des capitaux et le particularisme, voire le séparatisme des Dominions mettraient en général les grosses fortunes anglaises dans une situation bien meilleure que celle que leur font aujourd'hui l'Income-tax et les taxes successorales. La prééminence financière de la Cité aurait vécu, l'Angleterre aurait perdu son rang mondial, mais elle aurait peut-être évité des troubles sanglants. Il ne faut pas oublier en effet qu'en juillet 1926, le ministère Herriot a dû se retirer devant des menaces d'émeute soulevées par la chute du franc.

Omer ENGLEBERT

minouche



(12,000 exemplaires vendus en deux mois.)

OPINIONS

De Georges Goyau :

Ce nouveau livre atteste une fois de plus les exquis dons d'humour de l'auteur de la *Sagesse du curé Pecquet*, et la façon si aisée dont il tire, du bon sens même, des effets de paradoxe.

De l'Intransigeant :

Livre spirituel et agréablement écrit.

De Georges Rency :

L'abbé Englebert est un romancier et conteur débordant d'une verve drue et franche qui fait merveille... Comment s'étonner de l'action certaine que sa littérature exerce sur le public et du grand succès de librairie qu'obtient infailliblement chacun de ses ouvrages?

PRIX EN LIBRAIRIE : Fr. 22.50.

PRIX DE FAVEUR : Fr. 15.60 pour les lecteurs de la *Revue catholique* qui verseront cette somme au compte chèque postal : « Englebert, Ophain, 122669 ».



LEOPOLD

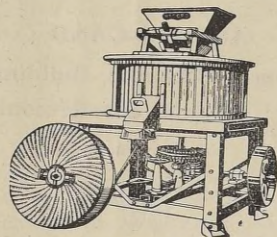
STOUT. BOCK. LIBERATOR. SUPER BOCK.

WHITE STAR

Les reines des bières

Les bières des Rois

Record



LE MOULIN A FARINE


avec pierres artificielles horizontales, ses meules donnent la plus belle farine sans la chauffer.

LE RECORD FONCTIONNE AVEC MOTEUR DE 2 C.V.

A. Verbeke & Fils à THIELT

Succursale : 120, RUE Ste-CATHERINE, à BRUGES

Tailleur - 1^{er} Ordre



DUPAIX

TELEPHONE 12.76.93

47, RUE DUCALE, 47,
BRUXELLES

Galeriès BOUCKOMS S.A.
47, Boulevard d'Avroy, 47, LIÈGE

TOUS LES TAPIS
vendus les moins chers de toute la Belgique

Importateur direct de tapis d'ORIENT
Pour le gros : 14, place Saint-Jacques, Liège

647

La Pierre Artificielle J. F. D.
Admiss aux Chemins de Fer belges, Gênie militaire, Ponts et Chaussées;
Diplôme d'Honneur à l'Exposition de Liège

Tous Articles en beton armé Citermes-Réservoirs



J.F.D.

J. Fauconnier - Dochange
Bressoux-Liège - Tél. 24.173
Se tient à la disposition des
Intéressés pour toute documentation

Matériaux de Construction
Carrelages - Revêtements
Mosaïque 916

BALLONS FOOTBALL

La meilleure qualité — la moins chère
et toutes les Articles de Sport en général

JULIEN VAN ROBAYS
14, rue de Lille, 14, COURTRAI


Registre du Commerce Courtrai 5705 Compte Chèques 2236.46
893

EUG. HERBOSCH

SHIP & INSURANCE BROKER
and
STEAMSHIP AGENT

ANVERS-GAND

Anvers, Herbosch Buildings
Ghent : 93, rue des Rémouleurs



Code : Scotts 1906 (10 th ed.)
Telegrams : Herboschip-Antwerp
Herbosch-Ghent.
Téléphones : Antwerp 379.50 (7 lignes)
Ghent 4900

645

THE NEW
ANTWERP TELEPHONE
AND ELECTRIAL WORKS S. A.
22, rue du Vergor ANVERS



**TÉLÉPHONIE
AUTOMATIQUE
PRIVÉE**